



R

F

E

R



CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES JOURNAL OFFICIEL

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM GAZETTE PUBLISHED BY AUTHORITY

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES ✓ REGLEMENT CONJOINT N° 17 de 1973

fixant les conditions requises pour l'importation d'animaux aux Nouvelles-Hébrides ainsi que pour les déplacements d'animaux à l'intérieur de l'archipel, et établissant un contrôle sanitaire,

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - les articles 2, paragraphe 2 et 7 du Protocole franco-britannique de 1914,

A R R E T E N T :

1. - DISPOSITIONS GENERALES -

Article 1. - Dans le présent règlement conjoint :

"Animal" signifie toute créature douée de vie à l'exception des végétaux et des êtres humains et comprend les arachnidés, oiseaux, poissons, insectes et reptiles,

"Volaille domestique" comprend les poules, canards, dindes, oies, pigeons, pintades et paons,

"Pays" signifie tout territoire habité par une collectivité et constituant une réalité géographiquement dénommée,

"Etranger" employé à propos d'un pays signifie un pays autre que les Nouvelles-Hébrides; employé à propos d'un animal, signifie importé aux Nouvelles Hébrides d'un pays étranger.

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT REGULATION N° 17 of 1973

TO PRESCRIBE conditions for the importation of animals into the New Hebrides, the movement of animals within the New Hebrides and to provide for animal health inspection

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 6 of the Anglo-French Protocol

Interpretation

1. "animal" means any living creature, with the exception of plants and human beings, and includes arachnids, birds, fish, insects and reptiles.

"country" means any territory inhabited by a community and specified geographically ;

"domesticated poultry" includes fowls, ducks, turkeys, geese, pigeons, guinea fowls and pea fowls ;

"foreign", with respect to a country, means a country other than the New Hebrides, and, with respect to animals, means brought into the New Hebrides from a foreign country ;

"holding" means a place where any animal is reared and kept commercially for consumption or stock-breeding purposes ;

"port" includes airport ;

"quarantine port" means any port thus prescribed by the Resident Commissioners under paragraph (c) of section 2,

"quarantine station" means, with respect to the New Hebrides, any area prescribed as such by the Resident Commissioners under paragraph (d) of section 2, and with respect to any foreign country, any area prescribed by the competent authorities of such country

"stock inspector" means any person employed in the Condominium Agricultural Department who is qualified to inspect animals and who has been appointed as such by the Resident Commissioners;

"veterinary inspector" means any veterinary officer working in the New Hebrides who has been personally appointed by the Resident Commissioners.

"Port de quarantaine" signifie tout port ainsi désigné par les Commissaires-Résidents aux termes de l'article 2 (c) du présent règlement conjoint.

"Port" comprend également les aéroports,

"Station de quarantaine" signifie toute station ainsi désignée par les Commissaires-Résidents aux termes de l'article 2 (d) du présent règlement conjoint, et dans le cas d'un pays étranger, toute station désignée par les autorités compétentes de ce pays.

"Inspecteur-Vétérinaire" signifie tout vétérinaire de l'archipel nommément désigné par les Commissaires-Résidents.

"Contrôleur des animaux" signifie tout agent du service de l'Agriculture et de l'Élevage habilité à contrôler les animaux et nommément désignés par les Commissaires-Résidents.

"Exploitation" tout lieu où est élevé et gardé l'animal en vue de sa commercialisation pour la consommation ou la reproduction.

Article 2. - Les Commissaires-Résidents peuvent par décision conjointe :

a) nommer des Inspecteurs-Vétérinaires et des contrôleurs de l'élevage pour l'application du présent règlement conjoint;

b) autoriser, à titre exceptionnel, l'importation d'espèces animales non prévues à l'article 4 du présent règlement conjoint;

c) désigner les ports auxquels, à l'exclusion de tous autres, devront débarquer les animaux importés;

d) désigner les stations de quarantaine ;

e) fixer les droits et taxes se rapportant au présent règlement conjoint ;

f) nommer les représentants des éleveurs membres de la commission d'évaluation prévue à l'article 25 (2) du présent règlement conjoint ;

II. - IMPORTATION D'ANIMAUX AUX NOUVELLES-HEBRIDES -

Article 3. - Toute importation d'un animal aux Nouvelles-Hébrides doit satisfaire aux dispositions du présent règlement conjoint.

Article 4. - Peuvent être importés aux Nouvelles-Hébrides les animaux suivants :

- Les oiseaux de cage, sauf ceux appartenant à l'espèce des perroquets (psittacidés),
- les bovins (bos bovis ou bos indicus),
- les porcins,
- les chats et chiens,

Power of Resident Commissioners to make joint decisions

2. The Resident Commissioners may by joint decision -

(a) appoint veterinary inspectors and stock inspectors for the purposes of this Regulation;

(b) authorise the importation of particular animal species other than those permitted under section 4 ;

(c) prescribe the ports at which imported animals may be exclusively landed;

(d) prescribe quarantine stations ;

(e) fix the dues and fees payable under this Regulation ;

(f) appoint stock-breeders' representatives to be members of the valuation committee provided for in subsection (2) of section 25.

PART II - IMPORTATION OF ANIMALS INTO NEW HEBRIDES

Importation of animals

3. The importation of any animal into the New Hebrides shall be carried out in accordance with the provisions of this Regulation.

Animals which may be imported

4. The following animals may be imported into the New Hebrides - cage birds, other than those of the parrot family (psittacidae) ;

- la volaille domestique,
- les chevaux, ânes et mulets,
- les lapins et lièvres,
- les moutons et chèvres,
- toute autre espèce animale autorisée par les Commissaires-Résidents par décision conjointe.

Article 5. - Aucun animal ne peut être importé aux Nouvelles-Hébrides en dehors des ports de quarantaine désignés par les Commissaires-Résidents.

Article 6. - Toute personne désirant importer un animal aux Nouvelles-Hébrides doit adresser une demande écrite au Chef du Service de l'Agriculture et de l'Elevage du Condominium en indiquant le nombre, l'espèce, le sexe, et le lieu d'origine des animaux qu'il désire importer.

Article 7. - Au reçu d'une telle demande, le Chef du Service de l'Agriculture et de l'Elevage du Condominium délivre une autorisation provisionnelle d'importation ou refuse de faire droit à la demande. Dans le second cas il motive sa décision.

Article 8. - A l'octroi de cette autorisation provisionnelle, le propriétaire doit fournir au Chef du Service de l'Agriculture et de l'Elevage les indications suivantes :

- (i) l'adresse de la station de quarantaine du pays exportateur,
- (ii) la date prévue pour l'admission dans cette station,
- (iii) la date d'expédition,
- (iv) le nom de la Compagnie de Navigation ou de la Compagnie Aérienne ainsi que le nom du bateau ou le numéro du vol,
- (v) la date prévue d'arrivée aux Nouvelles-Hébrides qui doit être suffisamment éloignée pour permettre l'inspection de l'animal à bord du navire ou de l'avion dans lequel il est transporté.

Article 9. - Toute personne ayant obtenu une autorisation provisionnelle d'importer un animal aux Nouvelles-Hébrides, doit avant de débarquer cet animal, présenter à un inspecteur-vétérinaire :

- (i) l'autorisation provisionnelle d'importer l'animal,
- (ii) un certificat sanitaire conforme aux dispositions du présent règlement conjoint,
- (iii) une attestation conforme aux dispositions de la quatrième partie du présent règlement conjoint,
- (iv) un certificat de quarantaine conforme aux dispositions du présent règlement conjoint;
- (v) un certificat du Commandant du navire ou de l'avion transportant l'animal, attestant que ce dernier n'a été ni en contact avec des animaux ne remplissant pas les conditions prévues par le présent règlement conjoint ni débarqué au cours du voyage.

Article 10. - Si l'inspecteur-vétérinaire estime que les prescriptions du présent règlement conjoint ont bien été respectées, et que l'animal paraît en bonne santé, il délivre au propriétaire un certificat d'inspection sanitaire qui vaut permis d'importation pour le service des douanes.

bovines (*bos bovis* or *bos indicus*);
 porcines ;
 cats and dogs ;
 domesticated poultry ;
 horses, asses and mules ;
 rabbits and hares ;
 sheep and goats ;
 any other species of animal authorised by the Resident Commissioners by joint decision.

Animals to be imported at quarantine port

Application for import permit

Grant of provisional import permit or refusal

Information to be supplied upon grant of provisional permit

Documents required before animal landed

5. No animal may be imported into the New Hebrides otherwise than at a quarantine port prescribed by the Resident Commissioners.

6. Any person wishing to import any animal into the New Hebrides must make a written application to the Head of the Condominium Agricultural Department stating the number, species, sex and place of origin of such animal.

7. Upon receipt of such an application, the Head of the Condominium Agricultural Department may grant a provisional import permit or may refuse the application and in the latter case, shall give reasons for his decision.

8. Upon the granting of a provisional permit, the owner shall provide the Head of the Condominium Agricultural Department with the following information -

- (i) the address of the quarantine station in the country of origin ;
- (ii) the estimated date of admission to the said quarantine station ;
- (iii) the date of shipment ;
- (iv) the name of the shipping company or airline, together with the name of the ship or the number of the flight; and;
- (v) the expected date of arrival in the New Hebrides, allowing sufficient notice thereof to enable the animal to be inspected on board the ship or aircraft in which it is transported.

9. Any person to whom a provisional permit to import an animal into the New Hebrides has been granted shall, before landing such animal, produce to a veterinary inspector -

- (i) the provisional permit to import such animal ;
- (ii) a health certificate in accordance with the provisions of this Regulation ;
- (iii) a statutory declaration in accordance with the provisions of Part

Article 11. - Les animaux ne respectant pas les conditions prévues par le présent règlement conjoint ne peuvent être débarqués aux Nouvelles-Hébrides.

S'ils arrivent par bateau, ils seront refoulés sur leur pays d'origine. S'ils arrivent par avion, ils seront soit refoulés sur leur pays d'origine, soit abbatués sur les instructions d'un inspecteur-vétérinaire du Condominium.

Les frais de transport, d'abattage et de destruction des animaux seront à la charge du propriétaire sans préjudice des pénalités encourues.

Article 12. - Toute nourriture accompagnant un animal importé aux Nouvelles-Hébrides doit être soumise à l'examen d'un inspecteur-vétérinaire du Condominium qui peut en ordonner la destruction.

Les litières et le fumier accompagnant l'animal au cours de son voyage doivent être jetés en haute mer à l'exclusion de tout autre procédé.

La paille, les bottes de foin, de graminées et de légumineuses accompagnant l'animal et non consommées au cours du voyage, seront débarquées pour être brûlées selon les instructions de l'inspecteur-vétérinaire du Condominium.

Article 13. - Les caisses ayant servi au transport des animaux sur mer, doivent rester à bord.

Les caisses ayant servi au transport des animaux du bord à terre, celles ayant servi au transport par avion, les vêtements, harnais, cordes, selleries et tous les instruments entrés en contact avec les animaux au cours de leur voyage doivent être nettoyés, désinfectés ou brûlés selon les directives d'un inspecteur-vétérinaire du Condominium.

Article 14. - Afin d'assurer l'application du présent règlement conjoint, les inspecteurs-vétérinaires du Condominium ou toute personne délégués par eux à cet effet pourront monter à bord des navires et des avions et les inspecter dans toutes les parties avant le début des opérations de déchargement et de débarquement.

Article 15. - Les animaux en transit sont soumis aux mêmes obligations que les animaux importés aux Nouvelles-Hébrides.

Ils séjourneront dans une station de quarantaine pendant la durée de leur transit.

Article 16. - Les agents des compagnies aériennes et maritimes, ainsi que les propriétaires de bateaux sont tenus, avant d'embarquer tout animal, que ce soit en provenance de l'étranger ou à destination d'un autre lieu de l'archipel, de s'assurer que l'importateur dans le premier cas, le propriétaire ou le gardien dans le second cas, sont en possession des documents et certificats exigés par le présent Règlement Conjoint.

III. - QUARANTAINE A LA SORTIE DU TERRITOIRE D'ORIGINE ET A L'ENTREE AUX NOUVELLES-HEBRIDES. -

Article 17. - Les animaux suivants sont exemptés des dispositions de la présente partie.

IV of this Regulation;

(iv) a quarantine certificate in accordance with the provisions of this Regulation ; and

(v) a certificate signed by the master of the ship or the pilot of the aircraft in which such animal was transported attesting that it has not been in contact with any animal which does not comply with the conditions prescribed in this Regulation and has not been landed at any place during the course of the journey.

Import permit

10. If the veterinary inspector is satisfied that the requirements of this Regulation have been satisfied and that the animal appears to be in good health, he shall issue to the owner a certificate of health inspection which shall be valid for the Customs Department as an import permit.

Consequence of landing animal contrary to Regulation

11. No animal which does not comply with the conditions laid down in this Regulation shall be permitted to be landed in the New Hebrides. If any such animal arrives by ship, it shall be sent back to its country of origin. If it arrives by aircraft, it shall be either sent back to its country of origin or slaughtered upon the instructions of a veterinary inspector. The costs of transport or of slaughtering and destruction of the carcass shall be met by the owner, without prejudice to any penalties for which he may be liable.

Examination of feed accompanying animal

12. Any feed accompanying an animal imported into the New Hebrides shall be examined by a veterinary inspector, who may direct it to be destroyed. All stable-litter and manure accompanying the animal during transportation shall be dumped in the open sea and no other method of disposal shall be used. The straw and bundles of hay, whether graminaceous or leguminous, which accompany the animal and have not been consumed during transportation, will be landed in order to be burned in accordance with the instructions of the veterinary inspector.

Treatment of crates and equipment accompanying animals etc

13. All crates occupied by animals during transportation by sea shall be left on board. All crates used by animals during transportation from ship to shore, or during transportation by air, together with all clothing, harnesses, cords, saddlery, and other equipment which has come into contact with animals

- les animaux destinés à des recherches de laboratoire,
- les oiseaux de volière exception faite des perroquets,
- les poussins d'un jour,
- les dindonneaux d'un jour,
- les canetons d'un jour,
- les porcs, s'il est certifié par un vétérinaire dûment autorisé par les autorités du pays d'origine, qu'ils viennent d'une propriété où l'existence de maladies est extrêmement réduite ou qu'ils ont été produits par hystérectomie et artificiellement élevés.

Article 18. - Sous réserve de ceux énumérés à l'article 17, du présent règlement conjoint, aucun animal ne peut être importé aux Nouvelles-Hébrides s'il n'a subi au préalable un séjour d'une durée minimum de trois semaines dans une station de quarantaine officielle agréée par les autorités du pays exportateur.

Article 19. - Tous les examens sanitaires et traitements prescrits à la quatrième partie de ce règlement conjoint doivent être effectués pendant ce séjour par un vétérinaire dûment autorisé qui délivrera les certificats prévus à l'article 9 du présent règlement conjoint.

Article 20. - Dès leur arrivée aux Nouvelles-Hébrides, les animaux sont immédiatement conduits par un inspecteur-vétérinaire ou un contrôleur de l'élevage, de la manière et par la route de leur choix, dans la station de quarantaine, et ce aux frais du propriétaire.

Les inspecteurs-vétérinaires pourront préalablement exiger du propriétaire qu'il fournisse une caution personnelle ou qu'il dépose entre les mains du Trésorier du Condominium une somme suffisante pour garantir le paiement des frais et charges.

Article 21. - La durée de la quarantaine à l'arrivée aux Nouvelles-Hébrides est de 6 semaines. Toutefois, cette période peut être prolongée par décision motivée d'un inspecteur-vétérinaire.

Article 22. - Les frais d'hébergement en station de quarantaine sont à la charge de l'importateur.

Les tarifs de pension par animal sont fixés par arrêtés des Commissaires-Résidents. Ils comprennent tous les soins et traitements que les inspecteurs-vétérinaires décident d'appliquer aux animaux au cours de leur séjour dans la station, tant pour améliorer leur état général, tonte, déparasitage, que pour amener la guérison d'une affection passagère, boiterie ou blessure légère.

Article 23. - Si au cours de leur séjour en station de quarantaine, des animaux présentent des signes cliniques d'une maladie contagieuse susceptible de porter préjudice à la santé des animaux avec lesquels ils sont ou pourront être ultérieurement en contact, ils seront abattus ou détruits conformément aux instructions d'un inspecteur-vétérinaire du Condominium. Leurs carcasses seront brûlées ou vendues dans les mêmes conditions.

Le propriétaire des animaux en sera informé aussitôt que possible mais ne percevra aucune indemnité. Toutefois si la carcasse est vendue, son prix en sera versé au propriétaire diminué des frais et séjour en station de quarantaine.

during transportation shall be cleaned and disinfected or burned in accordance with the directions of a veterinary inspector.

Power to board ships and aircraft

14. For the purpose of ensuring compliance with the provisions of this Regulation, a veterinary inspector, or any other person authorised by him for the purpose, may board any ship or aircraft and inspect every part thereof before the unloading or landing operations begin.

Animals in transit

15. All animals in transit shall be subject to the same conditions as animals imported into the New Hebrides and shall be placed in a quarantine station during the period of transit.

Liability of carriers

16. All agents for airlines and shipping companies, as well as all ship-owners, shall, before loading any animal whether destined for a foreign country or any place within the New Hebrides, ensure that the importer or the purchaser, as the case may be, are in possession of the documents and certificates required by this Regulation.

PART III - QUARANTINE UPON LEAVING COUNTRY OF ORIGIN AND UPON ENTRY INTO NEW HEBRIDES

Exemptions from quarantine

17. The following animals shall be exempt from the provisions of this Part-animals for laboratory research ; cage birds other than those of the parrot family ; day-old chicks ; day-old turkey chicks ; day-old ducklings ; pigs which are certified by a veterinary surgeon duly authorised in that behalf by the competent authorities in the country of origin to come from a minimal disease holding or a hysterectomy produced and artificially reared herd.

Quarantine of animals before importation

18. Subject to the provisions of section 17, no animal shall be imported into the New Hebrides unless it has previously undergone a period of quarantine of not less than three weeks in a quarantine station in the country of export approved by the authorities of such country.

Article 24. - Au cours de leur séjour en station de quarantaine, les animaux sont sous la surveillance des inspecteurs-vétérinaires du Condominium qui veillent à leur bien-être ainsi qu'à la bonne qualité et à la quantité de la nourriture qui leur est donnée.

Article 25. - (1) Si un animal vient à mourir au cours de son séjour dans une station de quarantaine, à la suite d'une cause fortuite ou d'une faute du personnel de la station, le propriétaire sera remboursé intégralement et immédiatement de la valeur de l'animal calculée sur son prix d'achat augmenté des charges dues au transport, déduction faite, s'il y a lieu, du prix de vente de la carcasse.

(2) Si pour les mêmes raisons, un animal vient à subir un préjudice quelconque au cours de son séjour en station de quarantaine, le propriétaire aura droit à une indemnité dont le montant sera déterminé par une commission composée de deux représentants des éleveurs désignés par les Commissaires-Résidents et du Chef du Service de l'Agriculture et de l'Élevage qui pourra désigner un inspecteur-vétérinaire pour le représenter.

Article 26. - A l'expiration du délai de quarantaine, tout animal doit être examiné par un inspecteur-vétérinaire qui, s'il constate que l'animal est indemne de maladie, doit délivrer un certificat sanitaire de quarantaine indiquant les examens, tests et traitements subis par l'animal.

Il ne délivrera l'autorisation de sortie qu'après complet paiement des frais et charges.

Article 27. - Le propriétaire doit alors faire procéder à l'enlèvement de son ou de ses animaux de la station de quarantaine.

Article 28. - Les femelles de l'espèce bovine importées pour les besoins de la reproduction doivent, à compter du jour de sortie de quarantaine, être isolées des autres bêtes, sauf celles importées en même temps, au pâturage jusqu'à trois semaines après la première mise à bas.

Au cours de la période comprise entre l'arrivée des animaux sur l'exploitation et la première mise à bas, les tests antibrucelliques énoncés à l'article 33 du présent règlement conjoint doivent être pratiqués tous les trois mois.

Article 29. - Si un propriétaire refuse ou néglige dans les 7 jours qui suivent la fin de la quarantaine de faire procéder à l'enlèvement d'un animal de la station de quarantaine malgré l'injonction écrite qui lui en est faite, le Chef du Service de l'Agriculture et de l'Élevage peut ordonner la vente de l'animal.

Le prix en sera versé au propriétaire après déduction du montant des frais et charges de séjour.

Article 30. - Tout animal soustrait volontairement à la quarantaine à l'entrée aux Nouvelles-Hébrides ou retiré de la station de quarantaine avant le délai fixé par l'inspecteur-vétérinaire, peut être saisi et placé sous qua-

Tests etc while animals in quarantine

Quarantine of animals upon importation

Period of quarantine before importation

Costs of quarantine

Destruction of diseased animals in quarantine

Treatment of animals in quarantine

19. All tests and treatments prescribed in Part IV shall be carried out while the animal is in such quarantine by a duly authorised veterinary surgeon who shall issue the certificates prescribed in section 9.

20. All animals shall, immediately upon their arrival in the New Hebrides, be removed by a veterinary inspector or a stock inspector to the quarantine station in such manner and by such route as he shall determine. The inspector may first require the owner to provide security or to deposit with the Condominium Treasurer a sufficient sum to meet payment of the costs and expenses.

21. The period of quarantine of animals upon their entry into the New Hebrides shall be six weeks. This period, however, may be extended by a veterinary inspector who shall give reasons for such decision.

22. The costs of keeping any animal in a quarantine station shall be borne by the importer. The charges for keeping an animal in quarantine shall be prescribed by the Resident Commissioners by joint decision and shall cover such care and treatment as a veterinary inspector may determine for such animals while in quarantine, to promote their general condition, for shearing or clearing of parasites, or to cure any temporary ailment, lameness or minor injury.

23. If while in quarantine any animal shows symptoms of a contagious disease liable to affect the health of the other animals with which it is or may later be in contact, it shall be slaughtered and may be destroyed on the directions of a veterinary inspector. The carcass shall be burned or sold according to such directions. The owner of any such animal shall be informed thereof as soon as possible but shall receive no compensation unless the carcass is sold, when the proceeds shall be paid to him subject to deduction of costs for the period of quarantine.

24. During its stay in quarantine, every animal shall be under the supervision of a veterinary inspector who shall care for its well-being and the quantity and good quality of its feed.

rantaine par celui-ci, ou abbatu puis détruit, ou bien vendu selon ses prescriptions, sans préjudice des pénalités prévues par le présent règlement conjoint.

IV. - ATTESTATIONS ET CERTIFICATS SANITAIRES REQUIS POUR L'IMPORTATION D'ANIMAUX AUX NOUVELLES-HEBRIDES-

Article 31. - En ce qui concerne les animaux des espèces équine, asine, bovine, ovine, caprine et porcine, l'animal doit être accompagné :

A) d'une attestation du propriétaire donnant une description de l'animal et établissant :

(i) qu'il a été indemne de toute maladie contagieuse pendant les douze mois précédant son passage en station de quarantaine,

(ii) qu'il n'a pas été en contact avec un animal atteint d'une maladie contagieuse pendant les douze mois précédant son passage en quarantaine,

(iii) qu'avant de subir la quarantaine, il n'a jamais quitté l'exploitation où il est né et a été élevé.

B) d'un certificat sanitaire attestant :

(i) qu'il provient d'une exploitation qui ne se trouve pas dans un rayon de 100 milles d'une région où les tiques du bétail, particulièrement celles du genre *Boophilus*, les charbons bactériens et symptomatiques ou les piroplasmoses ont été connus, soupçonnés ou révélés au cours des trois années précédant son passage en station de quarantaine.

(ii) qu'il a subi un traitement général contre les parasites internes et externes suivant un procédé et avec des produits agréés par les autorités compétentes du pays d'origine pendant un séjour en quarantaine.

(iii) qu'il présente l'apparence d'une bonne santé.

Article 32. - En ce qui concerne les animaux des espèces équine et asine, l'animal doit être accompagné d'un certificat sanitaire attestant :

(i) qu'il provient d'un pays indemne d'encephalomyélite pendant les 3 ans précédant son passage en quarantaine,

(ii) qu'il est indemne d'anémie infectieuse (test de Coggins).

(iii) qu'il a été vacciné contre la gourme (facultatif).

Article 33. - En ce qui concerne les animaux de l'espèce bovine, l'animal doit être accompagné d'un certificat sanitaire attestant :

(i) qu'il provient d'un pays indemne de fièvre aphteuse, de blue tongue et de peste bovine pendant les 3 ans précédant son passage en station de quarantaine.

(ii) que son exploitation d'origine ne se trouve pas dans un rayon de 100 milles d'une région où la pleuropneumonie bovine contagieuse ou la paratuberculose ont été connues ou soupçonnées au cours des 3 années précédant son passage en quarantaine,

(iii) qu'il provient d'une exploitation indemne de tuberculose, paratuberculose et de brucellose pendant les 3 ans précédant son passage en station de quarantaine,

(iv) qu'il provient d'une exploitation indemne de leptospirose pendant les 12 mois précédant son passage en quarantaine.

Compensation for death or injury

25. (1) If any animal dies during its stay in quarantine, whether by accident or as a result of negligence on the part of the personnel of the quarantine station, the owner shall be fully and immediately reimbursed the value of such animal, which shall be calculated on the purchase price of the animal increased by the costs of transport, with any necessary deduction for the proceeds of the sale of the carcass.

(2) If by a similar cause any animal sustains any harms during its stay in quarantine, the owner shall be entitled to compensation, the amount whereof shall be assessed by a committee composed of two representatives of stock-breeders appointed by the Resident Commissioners and the Head of the Condominium Agricultural Department who may appoint a veterinary inspector to act for him.

Issue of health certificate on expiry of quarantine

26. On the expiration of the period of quarantine, every animal shall be examined by a veterinary inspector who shall, if he is satisfied that such animal is free from disease, issue a health certificate stating the examination, tests and treatment such animal has undergone. He shall give permission for the release of the animal only after payment of charges and expenses in full.

Removal from quarantine

27. The owner shall then remove his animal or animals from the quarantine station.

Isolation of female cattle imported for breeding

28. All female cattle imported for breeding purposes shall as from the day they are released from quarantine be isolated from other animals, except those imported at the same time, on the owner's holding until three weeks after their first calving. During the period between the arrival of such animals on the holding and their first calving, anti-brucellosis testing as prescribed in section 33 shall be carried out.

Consequence of failure to remove animal from quarantine

29. If any owner refuses or fails for seven days after the expiry of the quarantine period to remove any animal from a quarantine station upon having received written notice to do so, it may be sold by order of the Head of the Condominium Agricultural Department. The proceeds shall be paid to the owner after deduction of the charges and expenses of quarantine.

(v) qu'il a été tuberculiné au cours de son séjour en quarantaine et que le résultat a été négatif;

(vi) qu'il est âgé de moins de dix mois,

(vii) que, s'il s'agit de mâle, il a été traité pour la vibriose,

(viii) qu'il a fait l'objet, pendant son séjour en quarantaine:

a) d'une séro-agglutination lente de Wright avec un résultat inférieur ou égal à 30 unités internationales,

b) d'une séro-agglutination en vue de la recherche des sérotypes leptospirose pomona, canicola et australis, hyos, grippotyphosa et icteroemorrhagias avec résultats négatifs.

c) d'une recherche de la brucellose avec résultat négatif à la réaction de déviation du complément du type Kolmer.

Article 34. - En ce qui concerne les animaux des espèces ovine et caprine, l'animal doit être accompagné d'un certificat sanitaire attestant :

(i) qu'il provient d'un pays indemne de la fièvre aphteuse et de blue tongue pendant les 3 ans précédant son passage en quarantaine.

(ii) qu'il provient d'une exploitation reconnue indemne de brucellose pendant les 3 ans précédant son passage en quarantaine,

(iii) qu'il a réagi négativement à l'épreuve de séro-agglutination anti-brucellique pendant son séjour en station de quarantaine;

a) séro-agglutination lente de Wright avec un résultat inférieur ou égal à 30 unités internationales,

b) réaction de déviation du complément du type Kolmer (fixation à froid) avec résultat négatif.

Article 35. - En ce qui concerne les animaux de l'espèce porcine, à part ceux définis à l'article 17 du présent règlement conjoint l'animal doit être accompagné d'un certificat sanitaire attestant :

(i) qu'il provient d'un pays reconnu indemne de fièvre aphteuse et de peste porcine pendant les 3 ans précédant son passage en station de quarantaine,

(ii) qu'il a réagi négativement à l'épreuve de séro-agglutination anti-brucellique pendant son séjour en quarantaine,

a) séro-agglutination lente de Wright avec un résultat inférieur ou égal à 30 unités internationales,

b) réaction de déviation du complément du type Kolmer (fixation à froid) avec résultat négatif.

Article 36. - En ce qui concerne les animaux des espèces canine et féline, l'animal devra être accompagné :

a) d'une attestation du propriétaire donnant une description de l'animal et établissant :

(i) qu'il a été indemne de toute maladie au cours des 12 mois précédant son départ en station de quarantaine,

(ii) qu'il n'a pas, au cours de ces 12 mois, été en contact avec un animal atteint d'une maladie,

(iii) qu'il n'a jamais été enlevé de l'exploitation où il est né et a été élevé avant son passage en station de quarantaine.

b) d'un certificat sanitaire attestant :

(i) qu'il provient d'un pays reconnu indemne de rage de-

Consequence of withholding or wrongfully withdrawing animals from quarantine

30. Any animal which is wilfully withheld from quarantine on entry into the New Hebrides or which is withdrawn from a quarantine station before the expiration of the period fixed by a veterinary inspector, may be seized and placed in quarantine by the veterinary inspector, or may be slaughtered and destroyed or sold, without prejudice to the penalties provided for in this Regulation.

PART IV - STATUTORY DECLARATIONS AND HEALTH CERTIFICATES REQUIRED FOR THE IMPORTATION OF ANIMALS INTO THE NEW HEBRIDES

Documents to accompany horses, asses, mules, cattle, sheep, goats and pigs

31. In the case of horses, asses, mules, cattle, sheep, goats and pigs, such animal shall be accompanied by -

(a) a statutory declaration by the owner giving a description of the animal and attesting that it -

(i) has been free from contagious disease during the twelve months prior to being sent to the quarantine station;

(ii) has not, during the twelve months prior to being sent to the quarantine station, been in contact with any animal suffering from a contagious disease; and

(iii) was born and raised on and, before undergoing quarantine, never removed from the holding on which it was living at that time;

(b) a health certificate attesting that -

(i) the holding of origin is not within 100 miles of any area where the cattle tick *Boophilus microplus*, bacterial anthrax, symptomatic anthrax or piroplasmiasis is known, suspected or shown to be present during the three years preceding quarantine;

(ii) the animal has, while in quarantine, undergone general treatment for external and internal parasites by a method and using preparations approved by the competent authorities of the country of origin; and

(iii) the animal appears to be in good health.

Further documents to accompany horses, asses and mules

32. If the case of animals of the equine and asine species, the animal shall be accompanied by a health certificate attesting -

(i) that it comes from a country which has been free from encephalomyelitis during the three years preceding quarantine;

puis toujours,

(ii) qu'il provient d'une exploitation qui ne se trouve pas dans un rayon de 100 milles d'une région où les tiques du genre *Boophilus microplus* ou les piroplasmoses ont été soupçonnés ou connus au cours de 3 ans précédant son départ en station de quarantaine,

(iii) qu'il présente l'apparence d'une bonne santé,

(iv) qu'il a subi un déparasitage interne et externe selon une méthode officiellement reconnue par les autorités compétentes du pays exportateur pendant son séjour en quarantaine,

(v) s'il s'agit d'un chien de moins de deux ans qu'il a été vacciné contre l'hépatite et la maladie de Carré (Distemper),

(iv) s'il s'agit d'un chat, qu'il a été vacciné contre le typhus.

Article 37. - En ce qui concerne les oiseaux, ils doivent être accompagnés :

a) d'une attestation du propriétaire établissant que l'oiseau provient d'une exploitation indemne de pullorose, de peste aviaire (Newcastle disease) de bronchite infectieuse, de variole aviaire de leucore aviaire (marék disease) ou de toute autre maladie contagieuse ou infectieuse pendant les douze mois précédant son départ en station de quarantaine et qu'il n'a jamais visité une région où une de ces maladies a pu être connue ou soupçonnée pendant la même période,

b) d'un certificat sanitaire établi par un vétérinaire agréé du pays d'origine attestant qu'il a examiné l'oiseau, dans la semaine précédant son départ en station de quarantaine et qu'il n'a relevé aucune maladie.

Article 38. - En ce qui concerne les rongeurs, l'animal doit être accompagné :

a) d'une attestation du propriétaire établissant qu'avant de subir la quarantaine il n'a jamais été enlevé de l'exploitation où il est né et a été élevé, et qu'il n'a jamais été atteint d'une maladie ou été en contact avec un animal atteint d'une maladie.

b) d'un certificat sanitaire attestant que cette exploitation ne se trouve pas dans un rayon de 100 milles d'une région où au cours des 3 ans précédant son départ en quarantaine, la tularémie a été connue ou soupçonnée, en ce qui concerne les lièvres ou la myxomatose pour les lapins.

V. - MOUVEMENTS D'ANIMAUX A L'INTERIEUR DES NOUVELLES-HEBRIDES-

Article 39. - Tout déplacement d'un animal des espèces équine, bovine ou ovine, que ce soit à l'intérieur de l'archipel, d'une île à l'autre ou à l'intérieur d'une même île, est soumis à l'autorisation préalable d'un inspecteur-vétérinaire.

Article 40. - Le propriétaire, ou la personne qui a la garde du ou des animaux en question, doit adresser sa demande écrite, au moins dix jours avant la date fixée pour le déplacement, au chef du service de l'agriculture et de l'élevage en indiquant :

(ii) that it is free from infectious anaemia (Coggins test); and

(iii) whether or not it has been vaccinated against strangles.

Further document to accompany cattle

33. In the case of animals of the bovine species, the animal shall be accompanied by a health certificate attesting that -

(i) it comes from a country which has been free from foot and mouth disease, blue tongue and bovine plague (rinderpest) during the three years preceding quarantine;

(ii) the holding of origin is not within 100 miles of any area where contagious bovine pleuropneumonia or paratuberculosis (Johne's disease) has been known or suspected to be present during the three years preceding quarantine;

(iii) the holding of origin has been free from tuberculosis, paratuberculosis and brucellosis during the three years preceding quarantine;

(iv) the holding of origin has been free from leptospirosis during the twelve months preceding quarantine;

(v) it has while in quarantine, been tuberculin tested and has shown a negative result;

(vi) it is less than twelve months old;

(vi) in the case of male animals, it has been treated for vibriosis;

(vii) it has been subjected during quarantine to -

(a) the slow Wright serum agglutination test for brucellosis and has shown a result not exceeding thirty international units;

(b) the serum agglutination tests for sero-types of leptospirosis pomona, canicola and australis, hyos, grippotyphos and ictero-hemorrhagias and has shown a negative result; and

(c) the complement fixation Kolmer test for brucellosis and has shown a negative result.

Further document to accompany sheep and goats

34. In the case of animals of the ovine and caprine species, the animal shall be accompanied by a health certificate attesting that -

(i) it comes from a country which has been free from foot and mouth disease and blue tongue during the three years preceding quarantine;

(ii) the holding of origin has been recognised as being free from brucellosis during the three years preceding quarantine; and

- (i) l'espèce, le sexe et le nombre des animaux à déplacer,
- (ii) l'endroit où ils se trouvent actuellement,
- (iii) leur destination envisagée,
- (iv) le moyen de transport envisagé,
- (v) la date de déplacement prévue, s'il doit se faire par voie de terre,
- (vi) les endroits, les dates et heures d'embarquement et débarquement si le déplacement doit se faire entre différentes îles.

Article 41. - Au reçu d'une telle demande, le Chef du Service de l'Agriculture et de l'Elevage indique par écrit au propriétaire ou à la personne ayant la garde du ou des animaux :

- (i) le jour et l'heure de la visite d'inspection d'un inspecteur-vétérinaire,
- (ii) la liste des installations nécessaires à l'inspection et au déroulement des examens,

Article 42. - L'inspecteur-vétérinaire doit :

- (i) s'assurer que les animaux présentent l'apparence d'une bonne santé,
- (ii) veiller à ce qu'ils soient déparasités extérieurement et intérieurement dans les 48 heures précédant leur déplacement,
- (iii) effectuer les tests antibrucelliques et pour la tuberculose sur les animaux d'espèces bovine au cours de la semaine précédant leur déplacement.

Tous ces examens et tests doivent être effectués dans l'exploitation du propriétaire ou de celui qui a la garde de l'animal.

Article 43. - A l'issue de ces examens et tests, et s'il lui paraissent satisfaisants, l'inspecteur-vétérinaire délivre un certificat sanitaire indiquant les examens et tests subis par l'animal et valant autorisation de transport.

Article 44. - Si un inspecteur-vétérinaire refuse de délivrer le certificat sanitaire, il doit fournir par écrit les raisons de son refus au propriétaire ou à celui qui a la garde de l'animal.

Article 45. - Si un inspecteur-vétérinaire découvre qu'un des animaux est atteint d'une maladie contagieuse, il fera procéder à l'abattage de l'animal et prendra toutes les mesures sanitaires nécessaires.

Il doit alors délivrer un certificat indiquant :

- (i) l'espèce, le sexe et l'âge de l'animal,
- (ii) la date de l'abattage,
- (iii) le nombre et le poids des quartiers de devant et de derrière avec la liste complète et le poids des abats détruits.

Le propriétaire de l'animal aura droit à une indemnité égale à la valeur marchande de la carcasse et des abats détruits.

VI. - CONTROLE SANITAIRE DES ANIMAUX -

Article 46. - Les inspecteurs-vétérinaires peuvent procéder à tout moment et dans toutes les parties de l'ar-

(iii) it has during quarantine been subjected and has reacted to brucellosis tests as follows -

(a) the slow Wright serum agglutination test for brucellosis with a result not exceeding thirty international units; and

(b) the complement fixation Kolmer test for brucellosis and has shown a negative result.

Further document to accompany pigs

35. In the case of animals of the porcine species, other than those defined in section 17, the animal shall be accompanied by a health certificate attesting that it -

(i) comes from a country recognised as being free from foot and mouth disease and swine fever during the three years preceding quarantine; and

(ii) has, while in quarantine, been subjected and has reacted to brucellosis tests as follows -

(a) the slow Wright serum agglutination test for brucellosis with a result not exceeding thirty international units; and

(b) the complement fixation Kolmer test for brucellosis and has shown a negative result.

Documents to accompany dogs and cats

36. In the case of animals of the canine and feline species, the animal shall be accompanied by -

(a) a statutory declaration by the owner giving a description of the animal and attesting that it -

(i) has been free from disease during the twelve months preceding quarantine;

(ii) has not, during the twelve months preceding quarantine, been in contact with any animal suffering from disease; and

(iii) was born and raised on and, before undergoing quarantine, never removed from the holding on which it was living at that time;

(b) a health certificate attesting that -

(i) the country of origin has always been free from rabies;

(ii) the holding of origin is not within 100 miles of any area where the cattle tick *Boophilus microplus* or *piroplasmiasis* has been known or suspected to be present during the three years preceding quarantine;

(iii) it appears to be in good health;

(iv) it has, while in quarantine, undergone treatment for external and internal parasites by a method and

chapel des Nouvelles-Hébrides aux contrôles sanitaires qu'ils jugent nécessaires.

A cet effet, ils peuvent pénétrer sur toute propriété privée, visiter toutes constructions et installations destinées à l'usage des animaux et effectuer tous les tests, prélèvements biologiques et examens qu'ils jugent nécessaires.

Article 47. - Quand un inspecteur-vétérinaire décide de procéder à un contrôle sanitaire il en avise le propriétaire ou la personne qui a la garde des animaux. Puis il arrête en accord avec lui le jour et l'heure de l'inspection ainsi que les modalités de son intervention. Il s'assure également que sont réunies les conditions matérielles nécessaires au contrôle sanitaire.

Article 48. - Le propriétaire ou la personne qui a la garde ou la charge des animaux ne peut différer de plus d'un mois la date fixée par un inspecteur-vétérinaire qui, à l'expiration de ce délai, lui adressera une lettre recommandée indiquant le jour et l'heure du contrôle. Les animaux devront être présentés au jour et à l'heure fixés par l'inspecteur-vétérinaire.

Article 49. - En cas de danger grave d'épidémie, les Commissaires-Résidents ou les délégués pourront habiliter un inspecteur-vétérinaire à pénétrer sur toutes propriétés privées, à visiter toutes constructions ou installations destinées à l'usage des animaux et à effectuer tous les examens nécessaires sans avoir à solliciter aucune autorisation du propriétaire ou de la personne qui a la garde ou la charge des animaux.

Article 50. - Tout propriétaire ou toute personne qui a la garde ou la charge des animaux soumis à un contrôle sanitaire doit :

- a) présenter ces animaux individuellement à un inspecteur-vétérinaire à l'intérieur d'une enceinte entièrement clôturée,
- b) fournir à l'inspecteur-vétérinaire tous les moyens nécessaires au contrôle sanitaire des animaux.

Article 51. - Un inspecteur-vétérinaire ne peut être tenu pour responsable des pertes ou dommages subis par les animaux au cours du contrôle sanitaire, à moins que cette perte ou ce dommage ne résulte d'une faute grave de sa part.

Article 52. - Si un inspecteur-vétérinaire découvre qu'un animal est atteint d'une maladie contagieuse, il fait procéder à l'abattage de l'animal et prend toutes les mesures sanitaires nécessaires.

Article 53. - Sans préjudice des sanctions prévues par le présent règlement conjoint, un inspecteur-vétérinaire peut mettre en quarantaine toute propriété où les examens sanitaires n'auront pu avoir lieu pour une quelconque raison.

Cette décision qui aura un effet immédiat sera publiée et diffusée partout où besoin sera. Elle aura pour effet d'interdire la sortie de la propriété de tout animal vivant ou mort quelle que soit sa destination.

using preparations which have been officially approved by the competent authorities of the exporting country;

(v) in the case of dogs less than two years old, it has been vaccinated against hepatitis and Carré's disease (distemper); and

(vi) in the case of cats it has been vaccinated against feline enteritis.

Documents
to accompany
birds

37. In the case of birds, the bird shall be accompanied by -

(a) a statutory declaration by the owner that it comes from a holding free from pullorosis, fowl plague (Newcastle disease), infectious bronchitis, fowl pox, Marek disease or any other infectious or contagious bird disease during the twelve months preceding quarantine and has never visited an area where any of those diseases has been known or suspected to be present during such period; and

(b) a health certificate signed by a veterinary surgeon employed in an official capacity in the country of origin attesting that he has examined such bird within one week preceding quarantine and found it to be free from disease.

Documents
to accompany
rodents

38. In the case of rodents, the animal shall be accompanied by -

(a) a statutory declaration by the owner that, before undergoing quarantine, it has never been removed from the holding on which it was born and raised and that it has never suffered from disease or been in contact with an animal suffering from disease; and

(b) a health certificate attesting that the holding or origin is not within 100 miles of any area where, in the case of hares, tularemia has been known or suspected to be present; and in the case of rabbits, myxomatosis has been known or suspected to be present in each case during the three years preceding quarantine.

PART V - MOVEMENT OF ANIMALS WITHIN THE NEW HEBRIDES

Restriction
on movement
of horses,
cattle and
sheep

39. Permission from a veterinary inspector shall first be obtained before any animal of the equine, bovine, and ovine species may be moved within the New Hebrides, whether from one island to another or within the same island.

Application
for

40. The owner or the person in charge of the animal or animals concerned

Article 54. - Toute personne propriétaire d'un animal ou qui en a la garde ou la charge et qui suspecte chez cet animal l'existence d'une maladie contagieuse doit en aviser un inspecteur-vétérinaire dans les plus brefs délais.

VII. - INFRACTIONS ET SANCTIONS -

Article 55. - Toute personne qui importe un animal aux Nouvelles-Hébrides en contravention des dispositions du présent règlement conjoint se rend coupable d'une infraction passible d'une amende n'excédant pas 100.000 FNH ou leur contre-valeur en dollars australiens au taux de change officiel, et d'un emprisonnement de 6 mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, la peine d'emprisonnement pourra être doublée.

Article 56. - Toute personne qui contrevient d'une autre façon aux dispositions du présent règlement conjoint, ou qui gêne un agent de l'administration conjointe dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent règlement conjoint, se rend coupable d'une infraction passible d'une amende n'excédant pas 50.000 FNH ou leur contre-valeur en dollars australiens au taux de change officiel, ou d'un emprisonnement de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive ces peines pourront être doublées.

Article 57. - Le Chef du Service de l'Agriculture et de l'Élevage, les inspecteurs-vétérinaires, les contrôleurs de l'élevage et les chefs de secteurs d'agriculture sont chargés de l'application du présent règlement conjoint.

Ils seront désignés nommément par décision conjointe des Commissaires-Résidents.

Article 58. - Toute infraction au présent règlement conjoint sera constatée par les personnes visées à l'article précédent et assermentées à cet effet.

Article 59. - Les dispositions du Règlement Conjoint N° 37 de 1964 sont abrogées.

Article 60. - Le présent Règlement Conjoint qui prendra effet à compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera./.

Port-Vila, le 5 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles Hébrides

COLIN H. ALLAN

R. LANGLOIS

*permission
for movement
of animals*

shall submit an application to the Head of the Condominium Agricultural Department not less than ten days before the intended date of movement stating-

(i) the species, sex and number of animals to be moved;

(ii) the place where they are at the time of application;

(iii) their intended destination;

(iv) the means of transport to be used.

(v) the date of the movement, if it is to be done by land; and

(vi) the places, dates and times of loading and unloading the animals if the movement is between islands.

*Notice of
inspection
of animals*

41. Upon receipt of such application, the Head of the Condominium Agricultural Department shall advise in writing the owner or person in charge of the animals -

(i) the date and time of an inspection by a veterinary inspector; and

(ii) the list of the necessary arrangements for the inspection and the carrying out of tests.

*Examination
of animals
to be moved*

42. The veterinary inspector shall -

(i) ensure that the animals appear to be in good health;

(ii) ensure that they are freed from external and internal parasites not more than forty-eight hours before being moved; and

(iii) in the case of animals of the bovine species, administer the brucellosis tests and the test for bovine tuberculosis, during the week prior to their being moved.

These examinations and tests shall be carried out on the holding of the owner or person in charge of the animal or animals.

*Issue of
health
certificate*

43. If the veterinary inspector is satisfied with the results of the examinations and tests, he shall issue a health certificate stating the examinations and tests the animal has undergone and authorising the movement of the animal or animals.

*Refusal of
health
certificate*

44. If the veterinary inspector refuses to issue a health certificate he shall so advise the owner or person in charge of the animal or animals, in writing giving his reasons.

*Destruction
of
diseased
animals*

45. If the veterinary inspector finds that any of the animals is suffering from a contagious disease, he shall have the animal slaughtered and shall

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

✓ REGLEMENT CONJOINT N° 18 de 1973

Sur l'emprunt auprès de l'Australia and New Zealand Savings Bank Limited pour la construction du nouvel Hôtel des Postes du Condominium à Port-Vila.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU - l'article 2, §2, et l'article 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914,

A R R E T E N T :

Article 1. - Conformément aux dispositions du présent Règlement Conjoint, les Commissaires-Résidents - cette expression, lorsque le contexte l'admet ou le réclame, comprenant leurs successeurs éventuels dans le poste ou leurs intérimaires - empruntent une ou des sommes ne dépassant pas DEUX CENT QUARANTE MILLE DOLLARS AUSTRALIENS (240.000\$A) auprès de l'Australia and New Zealand Savings Bank Limited (ci-après désignée "La Banque").

Article 2. - Tout emprunt contracté conformément à l'article 1 ci-dessus :

(a) portera intérêt au taux de 8 pour cent par an pendant quinze années et sera remboursable par fractions semestrielles égales tant pour le principal que pour les intérêts jusqu'à complet remboursement de l'emprunt et pour la période pour laquelle il aura été accordé,

(b) ou le sera à telles autres conditions qui pourront être fixées d'un commun accord entre les Commissaires-Résidents et la Banque,

Article 3. - Toutefois, les Commissaires-Résidents se réservent la faculté de se libérer à tout moment de la totalité des sommes empruntées par remboursement anticipé du principal restant du et des intérêts échus au jour du remboursement.

Article 4. - Le principal et les intérêts des appels de fonds effectués conformément aux dispositions du présent Règlement Conjoint seront acquittés sur les recettes générales et les avoirs du Condominium des Nouvelles-Hébrides,

Article 5. - Les sommes à emprunter conformément aux dispositions du présent Règlement Conjoint seront affectées et employées à la construction du nouvel Hôtel des Postes du Condominium à Port-Vila.

Article 6. - Le Règlement Conjoint relatif à l'emprunt pour le nouvel Hôtel des Postes N° 14 de 1972 est abrogé.

Article 7. - Le présent Règlement Conjoint qui portera le titre Règlement Conjoint N° 18 de 1973, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et prendra effet pour compter de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

take any necessary health measures. He shall then issue a certificate stating -

(i) the species, sex and age of the animal;

(ii) the date on which the animal was slaughtered; and

(iii) the number and weights of fore and hind quarters and the full list and weight of offal destroyed.

The owner of such animal shall be entitled to compensation equivalent to the market value of the carcass and offal destroyed.

PART VI - ANIMAL HEALTH INSPECTION

Power of entry to conduct health inspection

46. A veterinary inspector may at any time if he thinks fit carry out a health inspection in any part of the New Hebrides and for this purpose, may enter any private property, visit any buildings or installations intended for the use of animals and carry out any tests, take biological samples and make examinations as he may consider necessary.

Notice to owner of intended health inspection

47. When a veterinary inspector decides to carry out a health inspection, he shall notify the owner or the person in charge of the animals and shall then fix by agreement with that person the date and time of the inspection and the manner thereof. He shall also ensure that the necessary physical conditions exist for such health inspection.

Owner not to defer inspection by more than one month

48. The owner or person in charge of the animals shall not defer the date proposed by the veterinary inspector for the health inspection by more than one month. After such period, the veterinary inspector shall send a registered letter to that person stating the date and time on which the health inspection will be conducted and the animals shall be presented for inspection on the date and time so fixed.

Power of entry on property on danger of epidemic

49. In the case of serious danger of an epidemic, the Resident Commissioners or District Agents may authorise a veterinary inspector to enter any private property, inspect any buildings or installations intended for use by animals and carry out any necessary examinations without obtaining permission to do so from the owner or the person in charge of the animals.

Port-Vila, le 19 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES REGLEMENT CONJOINT N° 19 de 1973

sur l'emprunt auprès de la Banque de l'Indochine pour la construction du nouvel Hôtel des Postes du Condominium à Port-Vila.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - l'article 2 §2, et l'article 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914,

ARRETEMENT :

Article 1. - Conformément aux dispositions du présent Règlement Conjoint les Commissaires-Résidents - cette expression, lorsque le contexte l'admet ou le réclame comprenant leurs successeurs éventuels dans le poste ou leurs intérimaires - empruntent une ou des sommes ne dépassant pas vingt-quatre millions de francs N.H. (24 000 000 FNH) auprès de la Banque de l'Indochine (ci-après désignée "la Banque")

Article 2. - Tout emprunt contracté, conformément à l'article 1 ci-dessus :

a) portera intérêt au taux de 8 pour cent par an pendant quinze années et sera remboursable par ^{annuités} fractions trimestrielles égales tant pour le principal que pour les intérêts jusqu'à complet remboursement de l'emprunt et pour la période pendant laquelle il aura été accordé.

b) ou le sera à telles autres conditions qui pourront être fixées d'un commun accord entre les Commissaires-Résidents et la Banque.

Article 3. - Toutefois les Commissaires-Résidents se réservent la faculté de se libérer à tout moment de la totalité des sommes empruntées par remboursement anticipé du principal restant dû et des intérêts échus au jour du remboursement.

Article 4. - Le principal et les intérêts des appels de fonds effectués conformément aux dispositions du présent Règlement Conjoint seront acquittés sur les recettes générales et les avoirs du Condominium des Nouvelles-Hébrides.

Article 5. - Les sommes à emprunter conformément aux dispositions du présent Règlement Conjoint seront affectées et employées à la construction du nouvel Hôtel des Postes du Condominium à Port-Vila.

Owner to
facilitate
inspection

50. Any owner or person in charge of any animals required to undergo a health inspection shall -

(a) produce such animals individually to the veterinary inspector within an enclosure which is completely fenced off; and

(b) furnish the veterinary inspector with all the necessary means for the health inspection of the animals to take place.

Restrictions
on liability
for loss or
injury during
inspection

51. The veterinary inspector shall not be liable for any loss or injury caused to the animals during the health inspection, unless such loss or injury results from serious negligence on his part.

Destruction
of
diseased
animals

52. If the veterinary inspector discovers that an animal is suffering from a contagious disease, he shall arrange for the animal to be slaughtered and shall take any necessary health measures.

Power to
quarantine
properties

53. Where such health examination cannot be carried out for any reason whatever, the veterinary inspector may, without prejudice to the penalties laid down in this Regulation, place the property under quarantine. Such decision, which shall take immediate effect, shall be published and communicated wherever necessary and shall prohibit any animal whether alive or dead from leaving the property, wherever its destination may be.

Duty of
owner to
report
diseased
animal

54. Every person owning or having charge of any animal who suspects it to be suffering from a contagious disease shall inform a veterinary inspector thereof as soon as possible.

PART VII - OFFENCES AND PENALTIES

Offence of
importing
animals
contrary to
Regulation

55. Any person who imports any animal into the New Hebrides in contravention of the provisions of this Regulation shall be guilty of an offence punishable upon conviction by a fine not exceeding 100,000 FNH or the equivalent in Australian dollars at the official rate of exchange or by imprisonment for a term not exceeding six months or by both such fine and imprisonment. In the case of a second or subsequent offence, the said term of imprisonment may be doubled.

Article 6. - Le Règlement Conjoint relatif à l'emprunt pour le nouvel Hôtel des Postes N° 14 de 1972 est abrogé.

Article 7. - Le présent Règlement Conjoint qui portera le titre Règlement Conjoint N° 19 de 1973 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et prendra effet pour compter de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 10 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES REGLEMENT CONJOINT N° 20 de 1973

déclarant exécutoire le Budget de l'Administration Conjointe pour l'année 1973

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - les articles 5 et 7 et 2, paragraphe 2, du Protocole Franco-Britannique de 1914;

VU - l'article 5 du Règlement Conjoint N° 10 de 1957 fixant le régime financier de l'Administration Conjointe;

VU - l'avis du Conseil Consultatif;

VU - l'approbation donnée par les Gouvernements de la République Française et de Sa Majesté Britannique,

A R R E T E N T :

Article 1. - Est rendu exécutoire le budget de l'Administration Conjointe pour 1973.

Article 2. - Le budget ordinaire est arrêté :

a) en recettes : à la somme de SIX CENT SEPT MILLIONS CENT SOIXANTE DIX-SEPT MILLE CINQ CENT DEUX FRANCS N.H. (607 177 502 F N.H.) ou sa contrevaieur en livres sterling ;

b) - en dépenses : à la somme de SIX CENT SEPT MILLIONS CENT SOIXANTE DIX-SEPT MILLE CINQ CENT DEUX FRANCS N.H. (607 177 502 F N.H.) ou sa contrevaieur en livres sterling.

Article 3. - Le montant des crédits gagés sur les recettes ordinaires et extraordinaires de l'Administration Conjointe et affectés au fonctionnement des services pour l'exercice se terminant au 31 décembre 1973 ne pourra dépasser les chiffres prévus à l'article 2 §b du présent Rè-

Other offences
against
Regulation

56. Any person who commits any other breach of this Regulation or wilfully obstructs or hinders any officer of the Joint Administration in the exercise of the powers conferred on him by this Regulation shall be guilty of an offence punishable upon conviction by a fine not exceeding 50,000 FNH or the equivalent sum in Australian dollars at the official rate of exchange or to a period of imprisonment not exceeding three months or to both such fine and imprisonment. In the case of a second or subsequent offence, the said penalties may be doubled.

Enforcement
of
Regulation

57. The Head of the Agricultural Department, all veterinary inspectors and stock inspectors and the district agricultural officers shall be responsible for the enforcement of this Regulation and shall be personally appointed for the purpose by joint decision of the Resident Commissioners.

Verification
of offences
on oath

58. Any contravention of this Regulation shall be verified on oath by any of the persons mentioned in the preceding section.

Repeal

59. The Joint Importation of Animals Regulation No. 37 of 1964 is hereby repealed.

Citation
and
commencement

60. This Regulation may be cited as the Joint Animal Importation and Health Regulation No. 17 of 1973 and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this fifth day of May , 1973.

The Resident-Commissioner Her Britannic Majesty's
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT REGULATION N° 18 of 1973

TO PROVIDE for the raising of a loan from the Australia and New Zealand Savings Bank Limited for the construction of a new Post Office in Vila.

MADE BY the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.

glement. Le total des crédits sera réparti conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 4. - Par autorisation conjointes des Commissaires-Résidents, L'Ordonnateur et le Trésorier pourront recevoir délégation pour assurer, l'exécution du budget, chacun en ce qui le concerne, conformément aux responsabilités qui leur sont conférées par le Règlement Conjoint N° 4 de 1957 et dans les limites fixées par ces autorisations. Le total des crédits ainsi délégués ne pourra dépasser les montants prévus à l'article 2, §b, du présent Règlement.

Article 5. - Le présent règlement conjoint sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Port-Vila, le 10 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

ANNEXE

AU REGLEMENT CONJOINT N° 20 DE 1973

Répartition des Crédits Budget Ordinaire

CHAPITRES	FRANCS N.H.
1 Judiciaire	5 831 922
2 Finances et Douanes	24 810 002
3 Personnel et Ordonnancement	7 517 943
4 Postes et Téléphones	30 788 893
5 Radio	28 179 819
6 Météorologie	15 981 268
7 Mines et Hydrologie	3 688 242
8 Conservation Foncière	2 885 269
9 Topographie	13 061 780
10 Agriculture	33 544 589
11 Santé	30 844 380
12 Affaires Intérieures	7 084 150
13 Subventions	90 450 100
14 Pensions et Retraites	21 242 868
15 Milices et Prisons	2 410 416
16 Travaux Publics (Personnel)	47 839 919
17 Ports et Marine	16 504 531
18 Travaux Publics (Entretien)	75 489 100
19 Travaux Publics (Dépenses d'équipement des services administratifs)	17 776 200
20 Dépenses diverses	61 555 352
21 Dette publique	35 824 896
22 Affectations	10 562 500
23 Aviation Civile	21 022 730
24 Station de Radiodiffusion	2 280 533
25 Laboratoire de Langues	100
	<hr/>
	6 07 177 502

Ou la contrevaieur en livres sterling.

Power to
borrow
from the
Australia
and New
Zealand
Savings Bank
Limited

Terms and
Repayment

Right to
repay before
due date

Loan to be
charged on
general
revenues

Application of
loan moneys

Repeal

Citation and
Commencement

1. Subject to the provisions of this Regulation, the Resident Commissioners, which expression shall, where the context admits or requires, includes their successors in office or anyone acting for them, may borrow a sum or sums not exceeding two hundred and forty thousand Australian dollars (\$A 240,000) from the Australia and New Zealand Savings Bank Limited (hereinafter referred to as "the Bank").

2. Any loan made under the provisions of section 1

(a) shall bear interest at eight per centum per annum and shall be for a term of fifteen years repayable by thirty equal half yearly instalments of principal and interest combined so that the loan shall be repaid within the period for which the same was granted;

(b) shall be on such other terms as may be agreed between the Resident Commissioners and the Bank.

3. Notwithstanding the foregoing provisions of this Regulation the Resident Commissioners shall have the right to be discharged from liability for the total sum borrowed at any time before the due date for repayment thereof by repaying the principal money outstanding together with all interest due at the date of such repayment.

4. The principal money of any loan raised under this Regulation and the interest payable thereon shall be charged on and payable out of the general revenues and assets of the Joint Administration of the New Hebrides.

5. Any money borrowed under the provisions of this Regulation shall be appropriated to the construction of a new Post Office in Vila.

6. The Joint Condominium Post Office Loan Regulation No 14 of 1972 is hereby repealed.

7. This Regulation may be cited as the Joint Condominium Post Office Loan (Australia and New Zealand Savings Bank Limited) Regulation No 18 of 1973 and shall come into operation on the dated of its publication in the Condominium Gazette.

MADE AT VILA this tenth day of May 1973.

The Resident-Commissioner Her Britannic Majesty's
for the French Republic Resident Commissioner

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES
✓ REGLEMENT CONJOINT N° 7 de 1973

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM
JOINT REGULATION N° 19 of 1973 *stet*

portant modification du tarif des droits à percevoir par la Conservation Foncière (annexe à l'arrêté conjoint n° 3 de 1930) modifié par l'arrêté conjoint.

TO PROVIDE for the raising of a loan from the Banque de l'Indochine for the construction of a new Post Office in Vila.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914

VU - les articles 2, paragraphe 2, 5, paragraphe 2, et 7 du Protocole franco-britannique de 1914,

VU - le Règlement conjoint n° 3 de 1930 et 1 de 1949,

A R R E T E N T :

Power to Borrow from the Banque de l'Indochine

1. Subject to the provisions of this Regulation, the Resident Commissioners, which expression shall, where the context admits or requires, include their successors in office or anyone acting for them, may borrow a sum or sums not exceeding Twenty-four million New Hebridean francs (FNH 24,000,000) from the Banque de l'Indochine (hereinafter referred to as "the Bank").

Article 1. - Le tableau et les droits fixes d'enregistrement établis par le Règlement conjoint n° 3 de 1930 modifié par l'Arrêté conjoint n° 1 de 1er mars 1949 sont annulés et remplacés par les suivants :

Terms and repayment

2. Any loan made under the provisions of section 1
(a) shall bear interest at eight per centum per annum and shall be for a term of fifteen years repayable by fifteen equal annual instalments of principal and interest combined so that the loan shall be repaid within the period for which the same was granted;
(b) shall be on such other terms as may be agreed between the Resident Commissioners and the Bank.

ANNEXE X

Tarif A.

- 1. - Certificat de titre avec copie certifiée du plan de l'immeuble après jugement d'immatriculation du Tribunal Mixte :
Chaque 1.000 FNH
- 2. - Certificat de titre après transfert partiel de propriété : (établissement de plan ou tirage certifié suivant tarif B ou C).
Chaque 750 FNH
- 3. - Copie de document (par rôle de 25 lignes à la page et 15 syllabes environ à la ligne, le rôle comprenant deux pages) 25 FNH
- 4. - Tirage au carbone du n° 3 visé ci-dessus : par rôle 6 FNH
- 5. - Certification des copies ou tirages visés ci-dessus aux n°s 3 et 4 par copie ou tirage 275 FNH
- 6. - Enregistrement de déclaration de perte, endommagement ou destruction du certificat de titre : chacun 500 FNH
- 7. - Certificat ou extrait authentique de titre avec inscription à jour : chacun 750 FNH
- 8. - Enregistrement de pièces impliquant inscription au registre foncier : par inscription 250 FNH

Right to repay before due date

3. Notwithstanding the foregoing provisions of this Regulation the Resident Commissioners shall have the right to be discharged from liability for the total sum borrowed at any time before the due date for repayment thereof by repaying the principal money outstanding together with all interest due at the date of such repayment.

Loan to be charged on general revenues

4. The principal money of any loan raised under this Regulation and the interest payable thereon shall be charged on and payable out of the general revenues and assets of the Joint Administration of the New Hebrides.

Application of Loan moneys

5. Any money borrowed under the provisions of this Regulation shall be appropriated and applied to the construction of a new Post Office in Vila.

9. - Enregistrement de pièces n'impliquant pas inscription au registre foncier : par pièce	275 FNH
10. - Droits de recherches dans les registres, les dossiers ou sur le plan cadastral : par recherche	275 FNH
II. - Tarif B.	
11. - Copie certifiée de plan : par heure	400 FNH
12. - Calques certifiés : par heure	400 FNH
13. - Tirages d'après un calque certifié : chacun	200 FNH
Tarif C.	
14. - Plans et pose de bornes, travail sur le terrain : par heure	600 FNH
Chaineurs et assistants à la charge du requérant s'il ne fournit pas cette main-d'oeuvre : ..	coût réel
15. - Travaux de bureau : calculs, dessin du plan original pour le service du cadastre, établissement des copies et modification des plans pour enregistrement des titres fonciers : par heure	500 FNH
ou la contre valeur en dollars australiens de chacune de ces sommes au taux de change officiel.	
Tarif D.	
16. - Transmission de propriété, usufruit ou jouissance de biens immobiliers par vente, échange, licitation, partage, donation, succession ou tout autre cause	4%
17. - Baux et sous-baux à terme ou à loyer de biens immobiliers; constitution de servitude; constitution d'hypothèques (comprenant une augmentation postérieure accordée en contre partie de la même sûreté), d'emphytéoses ou de tous droits réels ou charges inscriptibles	

Repeal

6. The Joint Condominium Post Office Loan Regulation No 15 of 1972 is hereby repealed.

Citation and commencement

7. This Regulation may be cited as the Joint Condominium Post Office Loan (Banque de l'Indochine) Regulation No 19 of 1973 and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE AT VILA this tenth day of May 1973,

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT REGULATION N° 20 of 1973

TO bring into effect the estimates of revenue and expenditure of the Joint Administration for the year 1973.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2:2, 5 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914 and of section 5 of the Joint Finance Regulation No 10 of 1957, after consultation with the Advisory Council and the approval of the Governments of Her Majesty and the French Republic.

Estimates of revenue and expenditure

1. The estimates of revenue and expenditure of the Joint Administration for the year 1973 shall comprise -
a) revenue to the amount of three million two hundred and eighty-two thousand and forty pounds Sterling (£Stg. 3,282,040) ;

b) expenditure to the amount of three million two hundred and eighty-two thousand and forty pounds Sterling (£Stg. 3,282,040),

or in each case the equivalent thereof in New Hebridean francs.

Authorisation of expenditure

2. There shall be issued from General Revenue and other funds of the Joint Administration and applied for the service of the year ending on the 31st day of December, 1973, sums not exceeding the amount specified in paragraph (b) of section 1 and the same shall be appropriated as set out in the Schedule to this Regulation.

sur les biens immobiliers	1%
18. - Radiation et transfert d'hypothèques, prolongation, transfert, résiliation, extinction de baux et sous-baux de biens immobiliers. Annulation, extinction, radiation de droits réels et charges inscrites	0,5%
19. - Les partages si l'indivision provient d'un décès qui a déjà supporté le droit de mutation de 4% prévu au paragraphe 16	0,3%

Ces droits s'appliquent à tous les contrats et transactions qui ont pris effet moins de six mois auparavant. Pour ceux qui ont pris effet plus de six mois auparavant, ces droits seront doublés.

Généralités :

1. Sous réserve de stipulations contraires entre les parties, le paiement des droits sur les mutations de propriété, usufruit ou jouissance de biens immobiliers, sera fait par celui qui opère le transfert et le paiement des taxes provenant des droits ou taxes foncières sera payable par le propriétaire de la terre concernée par les droits et taxes en question. De tels droits devront être payés avant accomplissement des formalités.

2. Le calcul des droits sera basé sur des unités de 100 FNH ou de un dollar australien selon le cas, converties si nécessaire, en unités de cents francs NH, les fractions de ces unités étant calculées comme des unités entières.

3. Les taxes qui seront perçues pour les mutations de de propriétés foncières, seront basées sur le prix total stipulé dans l'acte de cession.

Si aucun prix n'est dans l'acte, le calcul sera fait sur la valeur actuelle du bien à la date du transfert, telle qu'elle est déclarée au Conservateur par le cessionnaire.

4. A défaut de déclaration ou dans le cas de déclaration frauduleuse, le conservateur peut ordonner qu'une vérification soit faite par un expert, dont les frais seront à la charge de la partie redevable des droits. Si la vérification confirmait la déclaration que l'on croyait frauduleuse, cette somme serait payée par l'Administration Conjointe.

5. Les calculs des droits pour les baux et sous-baux à terme ou à loyer de propriétés foncières aura pour base la période la plus longue sur laquelle la possession puisse s'étendre. Pour les baux d'une période illimitée, ils seront calculés sur 20 ans.

Authorisation of control of expenditure

3. The Resident Commissioners may jointly authorise the Condominium Ordonnateur and the Condominium Treasurer to control expenditure, each according to his responsibilities as set out in Joint Standing Order No 4 of 1957, within the limits fixed by such authorisation and such expenditure shall not exceed the sums specified in paragraph (b) of section 1.

Citation and commencement

4. This Regulation may be cited as the Joint Appropriation (1973) Regulation No 20 of 1973 and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE AT VILA this tenth day of May, 1973.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

SCHEDULE

(section 2)

EXPENDITURE

HEAD	£Stg.
1 Judicial	31,524
2 Treasury and Customs	134,108
3 Establishment and Ordonnateur	40,637
4 Posts and Telecommunications	166,426
5 Radio	152,323
6 Meteorology	86,385
7 Mines and Hydrology	19,936
8 Lands Registry	15,596
9 Survey	70,604
10 Agriculture	181,322
11 Medical	166,726
12 Internal Affairs	38,298
13 Subventions	488,918
14 Pensions etc,	114,826
15 Police and Prisons	13,029
16 Public Works (Administration)	258,594
17 Ports and Marine	89,214
18 Public Works (Recurrent)	408,049
19 Public Works (Minor Works and Equipment)	96,088
20 Miscellaneous	332,732
21 Public Debt	193,648
22 Appropriations	57,094
23 Civil Aviation	113,636
24 Broadcasting	12,327
25 Language Laboratory	Nil

3,282,040

Or the equivalent thereof in New Hebridean francs.

Pour les actes contenant une condition suspensive, les droits seront payés dans les trois mois qui suivront l'accomplissement de la condition suspensive.

6. Quand une hypothèque a été constituée pour un prêt dont le montant n'est pas spécifié dans l'acte, le droit payable sera calculé sur le montant du prêt, tel qu'il est établi par un certificat du créancier à la date de l'enregistrement.

Toute somme prêtée par la suite au débiteur en garantie de la même sureté qui portera le montant du prêt au-delà de la somme sur laquelle les droits ont été calculés, sera déclarée par un certificat du créancier au conservateur, dans un délai d'un mois à compter du jour où l'avance a été consentie, et un droit additionnel sera dû pour chacune de ces augmentations.

7. Lorsqu'un droit sera dû en vertu des dispositions de la présente annexe par l'administration conjointe ou l'une ou l'autre des deux administrations nationales pour un but d'intérêt public, le paiement sera effectué au tarif nominal fixe de 10 FNH ou leur contre valeur en dollars australiens au taux de change officiel.

8. Ce règlement sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et entrera en vigueur à la date de sa publication au journal officiel du Condominium./.

Port-Vila, le 30 mars 1973.

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides,

Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides,

Colin H. ALLAN

R. LANGLOID

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES ✓ REGLEMENT CONJOINT N° 21 de 1973

portant modification du tarif des droits à percevoir par la Conservation de la Propriété Foncière.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - les articles 2, paragraphe 2, 5 paragraphe 2 et 7 du Protocole franco-britannique du 6 août 1914,

VU - le règlement conjoint n° 3 de 1930 portant création et organisation de la Conservation de la Propriété Foncière aux Nouvelles Hébrides et les textes modificatifs subséquents, notamment les règlements conjoints n° 1 de 1949, 3 de 1954, 16 de 1954 et 7 de 1973,

ARRESENT :

Article 1. - Le tableau des droits établi par le règlement conjoint n° 3 de 1930 et par les textes modificatifs subséquents est annulé et remplacé comme suit :

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT REGULATION N° 7 of 1973

TO AMEND the New Hebrides Land Registration Regulation No. 3 of 1930 as amended,

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2, 5:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.

Replacement of Schedule I to J.R. No. 3 of 1930
1 Schedule I to the New Hebrides Land Registration Regulation No. 3 of 1930 as from time to time amended is hereby repealed and replaced by the following schedule -

SCHEDULE I

Tariff A

Specific Fees	1. Delivery of Certificate of Title with certified copy of plan of the property given with judgment from Joint Court.	Each 1,000 FNH
	2. Delivery of Certificate of Title following partial transfer of a property (execution of plan or certified print as in Tariff B or C).	Each 750 FNH
	3. Copies of documents (per folio of 25 lines to the page and about 15 syllables to the line, the folio comprising 2 pages), Per Folio	25 FNH
	4. Carbon copies of No. 3 above. Per Folio	6 FNH
	5. Certifying No. 3 and 4 above. Each Copy or Print	275 FNH
	6. Registration of declaration of loss, damaging or destruction of Certificate of Title	Each 500 FNH
	7. Duplicate of Certificate of Title or certified Extract of Title with inscriptions to date.	Each 750 FNH
	8. Registration of documents to be inscribed in the Land Titles Register. Each Inscription	250 FNH
	9. Registration of documents not requiring inscription in Land Titles Register. Each	275 FNH

A. - DROITS D'ENREGISTREMENT

I - DROITS FIXES

1. Duplicata authentique de titre avec copie certifiée du plan de l'immeuble après jugement d'immatriculation du Tribunal Mixte : chaque	1.000 FNH
2. Duplicata authentique de titre après transfert partiel de propriété : chaque	750 FNH
3. Copie de document (par rôle de 25 lignes à la page et 15 syllabes environ à la ligne, le rôle comprenant deux pages)	25 FNH
4. Photocopie de document : par page	25 FNH
5. Certification des copies ou photocopies visées ci-dessus aux n° 3 et 4	125 FNH
6. Enregistrement de déclaration de perte, endommagement ou destruction du duplicata authentique de titre : chacun	500 FNH
7. Duplicata authentique ou extrait authentique de titre avec inscription à jour : chacun	750 FNH
8. Enregistrement de pièces impliquant inscription au registre foncier : par inscription	250 FNH
9. Enregistrement de pièces n'impliquant pas inscription au registre foncier : par pièce	125 FNH
10. Droits de recherche dans les registres ou les dossiers : par recherche	125 FNH
ou la contre-valeur en dollars australiens de chacune de ces sommes au taux de change officiel.	

II - DROITS PROPORTIONNELS

11. Transmission de propriété, usufruit par vente, échange, licitation, donation, succession ou toute autre cause	4 %
---	-----

10. Fees for search in Register. file or on Cadastral Map. Each 275 FNH

Fees on Tariff B

Time Basis 11, Delivery of certified plan. Per Hour 400 FNH

12, Delivery of certified tracings of plans, Per Hour 400 FNH

13. Prints from certified tracings of plans. Each 200 FNH

Tariff C

14. Plans and boundary pegging : Actual field work, Surveyor's Per Hour 600 FNH

Surveyor's chairman and assistants (if not provided by the interested party). Actual Cost

15. Office work : Surveyor's time (including calculations, drawing of original plan for Survey Department and copies and modifications thereof for Registry of Land Titles). Per Hour 500 FNH

or in each case the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange.

Ad Tariff D
valorem fees

16. Transfer of ownership, life interest, or possession of immovable property by sale, conveyance, exchange, auction sale (by order of the Court), subdivision, gift, inheritance or by any other means. 4 per cent

17. Leases and sub-leases of immovable property for a stipulated term or at a stipulated rental. Creation of mortgages (including further advances on the same security). Emphyteusis (or long lease) and all rights or registrable charges over immovable property. Creation of easements. 1 per cent

12. Baux et sous-baux; constitution de servitude; constitution d'hypothèque (y compris l'augmentation postérieure accordée en contre-partie de la même sûreté), d'emphytéoses ou de tous droits réels ou charges inscriptibles 1 %

13. Radiation et transfert d'hypothèques, Prolongation, transfert, résiliation, extinction de baux et sous-baux, Annulation, extinction, radiation de droits réels et charges inscrites 0,5 %

14. Partages 0,5 %

15. Les droits proportionnels fixés ci-avant seront majorés de 100% dans les cas suivants :

- a - lorsque le contrat ou l'acte présenté à la formalité a plus de six mois de date
- b - en ce qui concerne les mutations par décès, lorsque la publication du transfert de propriété interviendra plus d'un an après la date du décès si les héritiers résident aux Nouvelles-Hébrides, en Nouvelle Calédonie, aux Iles Fidji ou aux Iles Salomon, ou plus de dix huit mois après la date du décès si les héritiers, ou l'un d'entre eux, résident à l'extérieur de ces territoires.

16. Sous réserve de stipulations contraires entre les parties, le paiement de ces droits proportionnels sera fait par l'acquéreur, le locataire, le bénéficiaire de la servitude ou de tout autre droit réel inscriptible, à l'exception de l'hypothèque dont le droit d'inscription sera payé par le débiteur.

17. Les administrations britannique, française ou conjointe ne paieront pas ces droits proportionnels lorsque ceux-ci seront normalement à leur charge.

18. Le droit à percevoir sur les mutations de propriété et d'usufruit sera liquidé sur le prix total stipulé dans l'acte de transfert ou, à défaut de prix indiqué,

18. Redemption and transfer of mortgages, Extension, transfer, determination of obligations arising out of leases and sub-leases of immovable property. Determination of all rights or registered charges over immovable property. 0.5 per cent

19. Subdivisions of a joint inheritance on which the fee of 4% prescribed in Item 16 has already been paid. 0.3 per cent

These fees are to apply contracts or transactions dated not more than six months previously. For those dated more than six months previously, double these fees shall be levied.

GENERAL PROVISIONS

- By whom fees payable 1. Subject to agreement otherwise between the contracting parties, the payment of fees for transfer of ownership, life interest or possession of immovable property shall be made by the transferee and the payment of fees arising out of rights or charges over land shall be payable by the owner of the land affected by the said rights or charges. Such fees shall be paid before registration is completed.
- Computation of fees 2. The computation of fees shall be based on units of one hundred New Hebridean francs or the Australian francs or

bridean francs or the Australian dollar, as the case may be, fractions thereof being reckoned as a whole unit.
- Basis for fees on leases etc 3. The fees to be collected for transfers of immovable property shall be based on the total price stipulated in the instrument of conveyance or if no price is stipulated upon the actual value thereof at the date of transfer as declared to the Registrar by the transferee.
- Valuations 4. In the absence of a statement or in the event of a fraudulent statement, the Registrar may order a valuation to be made by an expert, the cost of which shall be borne by the party liable for the fees. Should a valuation confirm the statement which was thought to be fraudulent, the said cost shall be borne by the Joint Administration.

sur la valeur réelle du bien à la date de la mutation suivant la déclaration qui sera faite au Conservateur par l'acquéreur.

19. Le droit à percevoir sur les échanges est établi sur la valeur de l'un des lots lorsque les immeubles échangés sont d'égale valeur. Il est établi sur la valeur du lot le plus fort lorsque les lots sont d'inégale valeur.

20. Le droit à percevoir sur les locations et les sous-locations d'une durée déterminée sera liquidé pour toute la durée de ces locations ou sous-locations. Si la durée est illimitée, le droit sera établi sur une période de vingt ans.

21. Quand une hypothèque est constituée pour garantir une avance dont le montant n'est pas spécifié dans l'acte, le droit exigible sera liquidé sur le montant de la somme avancée, tel qu'établi, à la date de l'enregistrement, par un certificat du créancier hypothécaire.

Toute nouvelle avance consentie au débiteur hypothécaire et garantie par la même hypothèque, devra être déclarée au Conservateur, dans le délai d'un mois

à compter du jour où elle a été faite, par un nouveau certificat du créancier hypothécaire et donnera lieu à la perception d'un complément de droit à raison de cette nouvelle avance,

22. Le droit à percevoir sur les partages est établi sur la valeur cumulée des lots. Dans le cas où le partage comporte une soulte, celle-ci est soumise au droit de 4% prévu au n° 11 ci-avant.

23. Lorsqu'il le juge utile, le Conservateur peut décider qu'une évaluation soit faite par un expert désigné par le Juge du Tribunal National ou le Président du Tribunal Mixte le cas échéant. Le coût de cette expertise sera supporté par le redevable des droits si elle infirme le prix ou la valeur déclaré. Il sera supporté par l'Administration conjointe dans le cas contraire.

Basis
for
fees on
transfer
of land

5. The computation of fees for the lease and sub-lease of land for a stipulated term or at a stipulated rental shall be based on the longest term of years which possession may extend. For leases of an unlimited period, the fees shall be based on a term of twenty years.

In instruments containing a suspensive clause, the fees shall be payable within the three months following the fulfilment of the suspensive clause.

Basis
for
fees on
mortgages
where
advance
not
specified

6. Where a mortgage has been created and the amount of the advance is not specified in the instrument the fee payable shall be assessed on the sum advanced as at the date of registration evidenced by a certificate from the mortgagee. Any sum or sums subsequently advanced to the mortgagor on the same security which increase the amount of the advance beyond the sum in respect of which fee have been paid shall be declared to the Registrar within one month from the date thereof by a further certificate by the mortgagee and an additional fee shall be paid in respect of each such increase.

Fees
payable
by
administrations

7. Where any fees under this Schedule are payable by the Joint Administration or either of the national administrations for public purposes, payment shall be satisfied by a fixed nominal fee of New Hebridean francs or the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange.

Citation
and
commencement

2. This Regulation may be cited as Joint Land Registration (Amendment) Regulation No. 7 of 1973 and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this 30th day of March, 1973.

The Resident Commissioner for the French Republic Her Britannic Majesty's Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT REGULATION N° 21 of 1973

TO REPLACE Schedule I to the New Hebrides Land Registration Regulation No 3 of 1930 prescribing the scale of fees payable.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of the Condominium Act 1973.

24. Le calcul des droits est fait en Francs néo-hébridais, éventuellement après conversion des dollars australiens au taux de change officiel, sur les sommes arrondies à la centaine de francs supérieure.

25. Les droits sont payés à l'avance. Toutefois, pour les actes contenant une condition suspensive, les droits proportionnels seront payés dans les trois mois qui suivent la réalisation de cette condition mais, il sera perçu un droit fixe au taux prévu au n° 8 ci-avant lors de l'exécution de la formalité.

B. - TARIF DES PRESTATIONS DU SERVICE TOPOGRAPHIQUE

1. Calque certifié ou copie certifiée de plan, par heure	400 FNH
2. Tirage certifié d'après un calque certifié, chaque	200 FNH
3. Autres tirages :	
a) calque appartenant au Service Topographique le mètre carré	600 FNH
b) calque fourni par le requérant, le mètre carré	300 FNH
c) contre-cliché avec support fourni par le requérant, le mètre carré	800 FNH
d) minimum de perception : par commande	100 FNH
4. Points calculés :	
a) point avec fiche de repérage, le point	50 FNH
b) point sans fiche de repérage, le point	20 FNH
c) minimum de perception, par commande	100 FNH
5. Travaux sur le terrain :	
a) géomètre ou opérateur, par heure	1.000 FNH
b) chaîneur et assistant, si le requérant ne fournit pas cette main-d'oeuvre	coût réel

sions of Articles 2:2 5:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.

Replacement of Schedule 1 to the New Hebrides Land Registration Regulation No. 3 of 1 to J.R. No 1930 as from time to time amended is hereby repealed and replaced by the following schedule

SCHEDULE I

A. REGISTRY FEES

I. FIXED FEES

1. Issue of Certificate of Title with certified copy of plan of the property given with judgment from Joint Court	each	1.000 FNH
2. Issue of Certificate of Title following partial transfer of a property	each	750 FNH
3. Copies of documents (per folio of 25 lines to the page and about 15 syllables to the line, the folio comprising 2 pages)	per folio	25 FNH
4. Photocopies of documents	per folio	25 FNH
5. Certifying No. 3 and 4 above	each copy or print	125 FNH
6. Registration of declaration of loss, damage or destruction of Certificate of Title	each	500 FNH
7. Issue of Certificate of Title or certified Extract of Title with inscriptions to date	each	750 FNH
8. Registration of documents to be inscribed in the Land Titles Register	each inscription	250 FNH
9. Registration of documents not requiring inscription in Land Titles Register	each	125 FNH
10. Fees for search in Register of file	each	125 FNH

or in each case the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange.

6. Travaux de bureau :

- a) calcul, rédaction de plan ou de carte, par heure, 800 FNH
- b) dessin, par heure 400 FNH
- c) recherche dans les dossiers ou sur les plans, les cartes ou les photographies aériennes, par heure 600 FNH
- d) minimum de perception, par commande 100 FNH

7. le paiement est effectué en francs néo-hébridais ou leur contre valeur en dollars australiens au taux de change officiel.

8. Les prestations figurant aux n° 1, 2 et 3 sont payées à l'avance.

9. Les administrations britannique, française et conjointe sont dispensées de tout paiement pour les prestations faites pour leur besoins propres.

Article 2. - Le présent règlement sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera. Il entrera en vigueur à la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 24 MAI 1973

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique

Le Commissaire-Résident de France

C. H. ALLAN

R. LANGLOIS

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES
REGLEMENT CONJOINT N° 22 de 1973**

sur l'emprunt auprès de la Banque de l'Indochine pour le paiement de terrains expropriés en vue de l'élargissement de la route d'Ellouk à Port-Vila

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - les articles 2, §2, et 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914,

A R R E T E N T :

II. AD VALOREM FEES

11. *Transfer of ownership or life interest, by sale, conveyance, exchange, auction sale (by order of the Court), gift, inheritance or by any other means* 4 per cent

12. *Leases and sub-leases. creation of easements; creation of mortgages (including further advances on the same security); emphyteusis (or long lease) and all registerable rights or charges* 1 per cent

13. *Satisfaction and transfer of mortgages; extension, transfer, cancellation, determination of leases and sub-leases; cancellation, determination, satisfaction of all registered rights or charges* 0.5 per cent

14. *Partition* 0.5 per cent

15. *These ad valorem fees shall be increased by 100% in the following circumstances -*

(a) *when a contract or a deed is presented for registration more than six months after its date of signature;*

(b) *in the case of any change of ownership arising on death, when registration of transfer of property is made more than one year after the death if the heirs are living in the New Hebrides, New Caledonia, in Fiji or in the Solomon Islands, or more than eighteen months after the date of the death if the heirs or one of them, are living in any other place.*

16. *Subject to agreement otherwise between the contracting parties the payment of these ad valorem fees shall be effected by the purchaser, the lessee, the person*

taking the benefit of an easement or of any other registerable right, with the exception of a mortgage for which the fee shall be paid by the mortgagor.

Article 1. - Conformément aux dispositions du présent Règlement, les Commissaires-Résidents - l'expression, là où le contexte l'admet ou le réclame, comprenant leurs successeurs éventuels dans le poste ou leurs intérimaires-empruntent une ou des sommes ne dépassant pas six millions cinq cent mille francs néo-hébridais (6 500 000 F.NH) auprès de la Banque de l'Indochine (ci-après désignée "la Banque").

Article 2. - Tout emprunt contracté, conformément aux dispositions de l'article 1. :

- a) portera intérêt au taux de 8,25% par an et sera remboursable en trois annuités,
- b) ou le sera à telles autres conditions qui pourront être fixées entre les Commissaires-Résidents et la Banque.

Article 3. - Nonobstant les dispositions des articles précédents, les Commissaires-Résidents se réservent le droit de se libérer à tout moment de la totalité des sommes empruntées par remboursement anticipé du principal restant dû et des intérêts échus à la date du remboursement.

Article 4. - Le principal et les intérêts des sommes empruntées conformément aux dispositions du présent Règlement seront acquittés sur les recettes générales et les avoirs de l'Administration Conjointe.

Article 5. - Toute somme empruntée conformément aux dispositions du présent Règlement sera affectée et employée pour le paiement des terrains acquis par expropriation en vue de l'élargissement de la route d'Ellouk à Port-Vila.

Article 6. - Le présent Règlement Conjoint qui portera le titre de Règlement Conjoint N° 22 de 1973 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et prendra effet pour compter de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 15 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES REGLEMENT CONJOINT N° 23 de 1973

sur l'emprunt auprès de l'ANZ Banking Group LTD.
pour le paiement des terrains expropriés en vue de l'élargissement de la route d'Ellouk à Port-Vila

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - les articles 2, §2 et 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914,

A R R E T E N T :

17. *The British French and Joint Administrations shall be exempted from payment of any ad valorem fees which would normally be payable by them.*

18. *The fee to be charged for transfers of ownership or life interest shall be based on the total price expressed in the instrument of conveyance or, if no price is stipulated, upon the actual value thereof at the date of transfer as declared to the Registrar by the transferee.*

19. *The fee to be charged on exchanges shall be based upon the value of one of the lots when the exchanged immovable properties have the same value. When the lots have different values, it shall be based upon the higher value.*

20. *The fee to be charged on leases and subleases for a specific term shall be based on the longest term to which possession may extend. In the case of an unlimited term, the fee shall be based on a period of twenty years.*

21. *Where a mortgage has been created and the amount of the advance is not specified in the instrument the fee payable shall be assessed on the sum advanced as at the date of registration as evidenced by a certificate from the mortgagee. Any sum or sums subsequently advanced to the mortgagor on the same security which increase the amount of the advance beyond the sum in respect of which fees have been paid shall be declared to the Registrar within one month from the date thereof by a further certificate by the mortgagee and an additional fee shall be paid in respect of each such increase.*

22. *The fee to be charged on partitions shall be based upon the aggregate value of the lots. If the partition involves a balancing payment, the same shall be subject to a fee of 4% as prescribed in item 11 above.*

Article 1. - Conformément aux dispositions du présent Règlement les Commissaires-Résidents - l'expression, là où le contexte le réclame, comprenant leurs successeurs éventuels dans le poste ou leurs intérimaires - empruntent une ou des sommes ne dépassant pas soixante cinq mille dollars australiens (65 000\$A) auprès de la "Australia and New Zealand Banking Group Limited" (ci-après désignée "la Banque").

Article 2. - Tout emprunt contracté conformément aux dispositions de l'article 1 :

- a) portera intérêt au taux de 8,25% par an et sera remboursable en trois annuités,
- b) ou le sera à telles autres conditions qui pourront être fixées conjointement entre les Commissaires-Résidents et la Banque.

Article 3. - Nonobstant les dispositions des articles précédents, les Commissaires-Résidents se réservent le droit de se libérer à tout moment de la totalité des sommes empruntées par remboursement anticipé du principal restant dû et des intérêts échus à la date du remboursement.

Article 4. - Le principal et les intérêts des sommes empruntées conformément aux dispositions du présent Règlement seront acquittés sur les recettes générales et les avoirs de l'Administration Conjointe.

Article 5. - Toute somme empruntée conformément aux dispositions du présent Règlement sera affectée et employée pour le paiement des terrains acquis par expropriation en vue de l'élargissement de la route d'Ellouk à Port-Vila.

Article 6. - Le présent Règlement Conjoint, qui portera le titre de Règlement Conjoint N° 23 de 1973, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et prendra effet pour compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 15 mai 1973

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES ✓ REGLEMENT CONJOINT N° 24 de 1973

modifiant le Règlement Conjoint N° 17 de 1914 (N° 12 dans le texte anglais)

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU les articles 2, paragraphe 2, et 7 du Protocole franco-britannique de 1914

23. Whenever the Registrar deems it necessary, he may order a valuation to be made by an expert who shall be appointed by the Judge of the appropriate national court or the President of the Joint Court, as the case may be. The cost shall be borne by the party liable for the fee if the valuation is inconsistent with the price or the declared value. Otherwise, the cost shall be borne by the Joint Administration.

24. The fees shall be computed in New Hebridean francs taking the sums rounded up to the next unit of one hundred francs, after the conversion of Australian dollars at the official rate of exchange as the case may require.

25. The fees shall be payable in advance, except that in instruments containing a suspensive clause, the ad valorem fees shall be paid within the three months following the fulfilment of such clause but a specific fee, at the rate prescribed in item 8 above, shall be charged at the time of registration.

B. TARIFF FOR SERVICES RENDERED BY SURVEY DEPARTMENT

- | | |
|---|---------|
| 1. Certified tracing or certified copy of plan, per hour | FNH 400 |
| 2. Certified print from certified tracing, each | FNH 200 |
| 3. Other prints , | |
| (a) from a tracing belonging to Survey Department, per square metre | FNH 800 |
| (b) from a tracing supplied by applicant, per square metre | FNH 300 |
| (c) Print on film from a tracing supplied by applicant per square metre | FNH 800 |
| (d) minimum fee per order | FNH 100 |
| 4. Computed points ; | |

A R R E T E N T :

Article 1. - Le Règlement Conjoint N° 17 de 1914 (N° 12 dans le texte anglais) tel que modifié par les Règlements subséquents est ci-après modifié par la suppression du paragraphe b) de l'article 12 et son remplacement par les nouveaux paragraphes suivantes :

"b) Tout déchargement de marchandises à l'importation et tout chargement de marchandises à l'exportation par les ports ou aérodromes de Port-Vila et de Luganville ne pourra être effectué qu'en présence d'un agent des Douanes, et, sauf lorsqu'un agrément préalable aura été obtenu, durant les heures normales de service.

"c) Lorsque la présence d'un agent des Douanes est demandée dans un but quelconque, soit en dehors des heures normales de service aux bureaux des Douanes, aux aérodromes ou aux quais de l'Administration Conjointe à Port-Vila ou à Luganville, soit en tout temps ailleurs, la personne ou la Société demanderesse devra supporter les frais occasionnés par le déplacement des agents selon les tarifs fixés par les Commissaires-Résidents".

Article 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré, publié, et communiqué partout où besoin sera, et prendra effet pour compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 28 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

ARRETE CONJOINT N° 4 de 1973

relatif au pilotage dans le port de Port-Vila.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

VU - l'article 2, paragraphe 2 et l'article 7 du Protocole franco-britannique de 1914,

VU - le règlement conjoint n° 12 de 1957 relatif à la police des ports des Nouvelles-Hébrides,

A R R E T E N T :

Article 1. - Le pilotage est obligatoire dans les limites du port de Port-Vila pour tous les navires d'une longueur supérieure à 60 mètres, autres que ceux tels qu'ils sont visés à l'article 6 du présent arrêté.

(a) point with reference mark, per point	FNH 50
(b) point without reference mark, per point	FNH 20
(c) minimum fee per order	FNH 100
5. Surveying in the field	
(a) surveyor or assistant, per hour	FNH 1,000
(b) chainman and labour, if not provided by the applicant	actual cost
6. Office work :	
(a) calculation, drafting of plan or map, per hour	FNH 800
(b) drawing, per hour	FNH 400
(c) search of files, plans, maps or aerial photographs, per hour	FNH 600
(d) minimum fee, per order	FNH 100

7. Payment shall be made in New Hebridean francs or the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange.

8. Services mentioned under items 1, 2 and 3 shall be paid for in advance.

9. The British French and Joint Administrations shall not be liable for payment of fees for any work done for their own purposes.

Citation and commencement 1. This Regulation may be cited as the Joint Land Registration (Amendment) (no 2) Regulation no 21 of 1973 and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this twenty-fourth day of May 1973.

The Resident Commissioner for the French Republic Her Britannic Majesty's Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM
JOINT REGULATION N° 22 of 1973**

Article 2. - Conformément aux usages de la profession, le pilotage sera tenu de se comporter en bon marin et de remplir ses fonctions avec toute la prudence nécessaire. Il agira comme conseiller du Capitaine du navire.

Article 3. - Dans le présent règlement, l'expression "navire" désigne tout navire, vaisseau, remorqueur, chaland ou bateau à flot de n'importe quelle sorte qu'il soit mû par la vapeur ou autrement ou remorqué.

Article 4. - Le pilotage est assuré par le capitaine de port. Si le capitaine de port n'est pas disponible, le pilotage pourra être effectué par un pilote licencié.

Si ni le capitaine de port, ni aucun pilote licencié ne sont disponibles, le capitaine d'un navire devant circuler dans la zone du port pourra effectuer lui-même son propre pilotage après avoir obtenu l'autorisation du capitaine de port, ou en l'absence de ce dernier, de son représentant.

Article 5. - Pour obtenir des Commissaires-Résidents la licence de pilote, tout postulant devra :

- avoir atteint l'âge de 27 ans ;
- être titulaire soit d'un certificat de compétence délivré par les Commissaires-Résidents soit d'un certificat équivalent considéré de même valeur ;
- avoir fait la preuve devant le capitaine de port de ses connaissances du port de Port-Vila, de ses capacités à manoeuvrer des navires, de sa sobriété et de son caractère.

Article 6. - Sont exemptés du pilotage obligatoire :

- a) les navires appartenant à la République française ou à Sa Majesté Britannique ;
- b) les navires dont la longueur hors tout n'est pas supérieure à 60m ;
- c) les navires appartenant ou utilisés par l'Administration ;
- d) les yachts de plaisance ;
- e) les bacs navigant comme tels et exclusivement dans les limites du port ;
- f) les remorqueurs, les bateaux dragues et les chalands ;
- g) les navires spécialement exemptés par le Capitaine de port.

Article 7. - Tout navire dont la jauge est supérieure à 20 tonneaux qui doit se déplacer dans la zone du port de Port-Vila même s'il est exempté de l'obligation de pilotage par l'article 6 du présent arrêté, devra obtenir l'autorisation préalable du capitaine de port.

Article 8. - Il sera tenu aux bureaux du port un registre où les pilotes consigneront les noms et tonnages des navires pilotés ainsi que la date et la nature des services rendus.

TO PROVIDE for the raising of a loan from the Bank of Indochina for payment of compensation for land compulsorily acquired for the widening of the Ellouk Road, Vila.

MADE BY the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.

Power to borrow from the Bank of Indochina

1. Subject to the provisions of this Regulation, the Resident Commissioners, which expression shall, where the context is so admits or requires, include their successors in office or anyone acting for them, may borrow a sum or sums not exceeding six million five hundred thousand New Hebridean francs (6,500,000 FNH) from the Bank of Indochina (hereinafter referred to as "the Bank").

Terms and repayment

2. Any loan made under the provisions of section 1
(a) shall bear interest at eight and one quarter per cent per annum and shall be for a term of three years repayable in full at the end of such period;
(b) shall be on such other terms as may be agreed between the Resident Commissioners and the Bank.

Right to repay before due date

3. Notwithstanding the foregoing provisions of this Regulation, the Resident Commissioners shall have the right to be discharged from liability for the total sum borrowed at any time before the due date for repayment thereof by repaying the principal money outstanding together with any interest due at the date of such repayment.

Loan to be charged on general revenue

4. The principal money of any loan raised under this Regulation and the interest payable thereon shall be charged on and payable out of the general revenues and assets of the Joint Administration.

Application of loan moneys

5. Any money borrowed under the provisions of this Regulation shall be appropriated and applied to the payment of compensation for land compulsorily acquired for the purposes of widening the Ellouk Road, Vila.

Article 9. - Tout navire qui utilise les services d'un pilote pour aller à quai ou en partir est redevable d'une taxe de pilotage qui est fixée par arrêté conjoint des Commissaires-Résidents.

Article 10. - Tout navire dont le capitaine est autorisé par le capitaine de port à manoeuvrer sans pilote sera redevable de la moitié de la taxe prévue pour sa catégorie.

Article 11. - La taxe de pilotage sera acquittée par le Capitaine du navire ou son représentant.

Article 12. - Les tarifs des indemnités d'attente et de congédiement sont respectivement fixés à 2.000 FNH de l'heure et à 4.000 FNH ou la contre-valeur de ces sommes en dollars Australiens au taux de change officiel.

Article 13. - Tout pilote versera à l'Administration conjointe et avant son entrée en service une caution de 10.000 FNH ou leur contre-valeur en dollars australiens au taux de change officiel.

Article 14. - Toute personne qui contrevient à l'une des dispositions du présent arrêté se rend coupable d'une infraction passible d'une amende n'excédant pas 20.000 FNH ou leur contre-valeur en dollars australiens au taux de change officiel et d'un emprisonnement de six mois au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 15. - Si le capitaine ou le consignataire d'un navire évite ou tente d'éviter le règlement des droits de pilotage, le montant de ces droits pourra être porté au double de celui qui aurait dû normalement être acquitté et s'ajoutera au montant de l'amende.

Article 16. - Toute personne qui se présente indûment comme pilote se rend coupable d'une infraction passible d'une amende n'excédant pas 20.000 FNH ou leur contre-valeur en dollars australiens au taux de change officiel et d'un emprisonnement de six mois au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 17. - Le présent arrêté conjoint qui prendra effet pour compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera ./.

Port-Vila, le 5 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES DECISION CONJOINTE N° 39 de 1973

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

Citation
and
commencement

6. This Regulation may be cited as the Joint Loan (Bank of Indochina) Regulation No 22 of 1973 and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE AT VILA this fifteenth day of May, 1973.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT REGULATION N° 23 of 1973

TO PROVIDE for the raising of a loan from the Australia and New Zealand Banking Group Limited for payment of compensation for land compulsorily acquired for the widening of the El-louk Road, Vila.

MADE BY the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.

Power to
borrow from
the
Australia
and New
Zealand
Banking
Group Limited

1. Subject to the provisions of this Regulation, the Resident Commissioners, which expression shall, where the context so admits or requires, include their successors in office or anyone acting for them, may borrow a sum or sums not exceeding sixty-five thousand Australian dollars (\$A 65,000) from the Australia and New Zealand Banking Group Limited (hereinafter referred to as "the Bank").

Terms and
repayment

2. Any loan made under the provisions of section 1
(a) shall bear interest at eight and one quarter per cent per annum and shall be for a term of three years repayable in full at the end of such period;
(b) shall be on such other terms as may be agreed between the Resident Commissioners and the Bank.

Right to
repay before
due date

3. Notwithstanding the foregoing provisions of this Regulation, the Resident Commissioners shall have the right to be discharged from liability for the total sum borrowed at any time before the due date for repayment thereof by repaying the principal money outstanding together with any interest due at the date of such repayment.

VU l'article 23 (1) (b) et (3) du Règlement Conjoint N° 11 de 1962

D E C I D E N T :

La coopérative Vanagi de Marina, Nord Maewo, enregistrée le 2 septembre 1970 sous le N° 78 est dissoute. Monsieur Peter Henry Phillips, fonctionnaire au service des coopératives britanniques pour la circonscription des îles du Nord, est nommé liquidateur de ladite coopérative.

Cette décision prendra effet à dater du jour de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Fait à Port-Vila, le 25 avril 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES
DECISION CONJOINTE N° 40 de 1973**

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

D E C I D E N T :

Article 1. - Monsieur Raymond KASTEN, Opérateur auxiliaire de Classe I du Service de la Radio est nommé Opérateur Auxiliaire Principal.

Article 2. - Monsieur Raymond KASTEN aura droit à ce titre à un salaire de FNH, 262,300 par an, dans l'échelle C.1 ainsi qu'aux indemnités prévues par les règlements.

Article 3. - La présente décision aura effet pour compter du 1er avril 1973.

Port-Vila, le 5 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de France

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

**CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES
DECISION CONJOINTE N° 41 de 1973**

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

D E C I D E N T :

Article 1. - Mademoiselle Marguerite COULON est nommée Opératrice auxiliaire des Télécommunications.

*Loan to be
charged on
general
revenue*

4. *The principal money of any loan raised under this Regulation and the interest payable thereon shall be charged on and payable out of the general revenues and assets of the Joint Administration.*

*Application
of loan
moneys*

5. *Any money borrowed under the provisions of this Regulation shall be appropriated and applied to the payment of compensation for land compulsorily acquired for the purposes of widening the Ellouk Road, Vila.*

*Citation and
commencement*

6. *This Regulation may be cited as the Joint Loan (Australia and New Zealand Banking Group Limited) Regulation No 23 of 1973, and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.*

MADE AT VILA this fifteenth day of May, 1973

The Resident Commissioner for the French Republic *Her Britannic Majesty's Resident Commissioner*

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM
JOINT REGULATION N° 24 of 1973**

TO AMEND the Customs Joint Regulation No 12 of 1914 (No 17 in the French Text).

MADE BY the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914.

*Amendment
of s.12 of
J.R. 12 of
1914*

1. *Section 12 of the Customs Joint Regulation No 12 of 1914 (No 17 in the French text) as from time to time amended is hereby amended by deleting paragraph (b) thereof and replacing it by the following paragraphs -*

"(b) The unloading of imported goods and the loading of goods for export at the ports and airports of Vila and Santo may take place only in the presence of Customs Officer and, except where prior approval has been given, only within normal service hours.

(c) Where the attendance of a Customs Officer is requested for any purpose whatsoever, outside normal service hours at the Customs Offices, airports or Joint Administration Wharves at Vila or Santo or at any time elsewhere, the person or firm making the request shall

Article 2. - L'intéressée aura droit à ce titre au minimum du salaire prévu pour ce poste dans l'échelle C2.2 soit FNH 84.200 par an, ainsi qu'aux indemnités prévues par les règlements.

Article 3. - L'intéressée subira un stage d'une année à l'expiration duquel elle pourra être titularisée, être licenciée ou voir son stage prolongé.

Article 4. - La présente décision aura effet pour compter du 1er mars 1973.

Port-Vila, le 5 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de France

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

✓ DECISION CONJOINTE N° 43 de 1973

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU l'article 2 - 3° du Règlement Conjoint N° 16 de 1973 et l'annexe 1 dudit Règlement,

VU la Décision Conjointe N° 36 de 1973,

Sur proposition conjointe des Délégués des Iles du Nord,

D E C I D E N T :

Article 1. - Est désigné en qualité de membre Néo-Hébridais de la Commission de Contrôle des films cinématographiques pour la Circonscription des Iles du Nord :

- M. Raymond BOULETARE, en remplacement de M. Martin HIRVID.

Article 2. - La présente décision conjointe entrera en vigueur pour compter de la date de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 24 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

DECISION CONJOINTE N° 44 de 1973

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

pay for such Officer's attendance at rates fixed by the Resident Commissioners. "

Citation
and
Commencement

2. This Regulation may be cited as the Joint Customs (Amendment) Regulation No 24 of 1973 and shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE AT VILA this twenty-eight day of May 1973.

The Resident Commissioner
for the French Republic

Her Britannic Majesty's
Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT RULES N° 4 of 1973

TO PROVIDE for compulsory pilotage at the port of Vila.

MADE BY the Resident Commissioners under the provisions of the Joint Ports Regulation No 12 of 1957 as amended.

1. Pilotage shall be compulsory within the limits of the port of Vila for all ships of an overall length greater than 60 metres other than those exempted under the provisions of rule 6.

2. The pilot shall conduct himself in a proper seaman-like manner in accordance with professional practice usage and carry out his duties with all necessary care. He shall act in the capacity of adviser to the master of the ship.

3. In these rules "ship" means any ship, vessel, tug, barge or boat of whatever kind whether driven by steam or otherwise or drawn by a tug.

4. The Harbourmaster shall carry out the pilotage. If the Harbourmaster is not available, the pilotage may be undertaken by a licensed pilot.

If neither the Harbourmaster nor any licensed pilot is available, the master of a ship requiring to be moved within the port limits may do so without the services of a pilot provided that prior permission to do so has been obtained from the Harbourmaster or in his absence, from his representative.

5. Every person applying to the Resident Commissioners for a pilot's licence must -

(a) Have reached the age of 27 years ;

(b) hold either a certificate of competence issued by the Resident Commissioners or an equivalent certificate considered to have the same value ;

VU - les Instructions Conjointes N° 2 de 1960, N° 1 et 3 de 1971,
VU - la Décision Conjointe N°87 de 1972,
VU - le départ des Nouvelles-Hébrides de Madame R. Roche

D E C I D E N T :

Article 1. - Est nommée membre du Comité de Gestion du Centre Culturel de Port-Vila :

- Madame Françoise CAZENDRES, en remplacement de Madame Roberte ROCHE.

Article 2. - La présente Décision Conjointe prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Port-Vila, le 24 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES

✓ **DECISION CONJOINTE N° 45 de 1973**

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - l'article 2 §2 et l'article 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914,

VU - l'article 2 §1 et 2 du Règlement Conjoint N° 23 de 1972 portant création de l'Office du Logement de Port-Vila,

D E C I D E N T :

Article 1. - Sont nommés membres de l'Office du Logement de Port-Vila pour une période de trois ans à dater de la signature de la présente décision :

a) quatre membres du Conseil Consultatif sur proposition de cette Assemblée :

R.P. VERLINGUE
M. HAMLYN-HARRIS
M. G. KALCOA
DR. MAKAU KALSAKAU

b) quatre personnalités qualifiées sur la désignation des Commissaires-Résidents :

M. CARL GORSUCH
Me. Rupert CORNETTE
M. Jack KALTONGA
M. Henri TAGA

(c) have satisfied the Harbourmaster of his knowledge of the port of Vila, his ability to manoeuvre ships and his sobriety and good character.

6. The following are exempted from compulsory pilotage -

(a) ships owned by or on behalf of Her Britannic Majesty or the French Republic ;

(b) ships the overall length of which is 60 metres or less ;

(c) ships owned or operated by the Joint Administration ;

(d) pleasure yachts ;

(e) ferry-boats used as such exclusively within the limits of the port ;

(f) tugs, dredges and barges ;

(g) ships specially exempted by the Harbourmaster.

7. When any ship of a tonnage greater than 20 tons must be moved within the limits of the port of Vila, the prior permission of the Harbourmaster must be obtained, whether or not it is exempted from compulsory pilotage under rule 6.

8. A register shall be kept in the port offices in which pilots shall record the names and tonnages of ships piloted together with the date and particulars of the services rendered.

9. There shall be payable for every ship which uses the services of a pilot to go alongside or to leave the Vila wharf a pilotage fee as prescribed by joint rules made by the Resident Commissioners.

10. There shall be payable for every ship of which the master is authorised by the Harbourmaster to manoeuvre without using the services of a pilot half the fee prescribed for such category of ship.

11. The pilotage shall be payable by the master of the ship or its agent.

12. Charges shall be payable for detention of a pilot at the rate of 2,000 FNH per hour and for cancelling an order for pilotage at the sum of 4,000 FNH or in each case the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange.

13. Every licensed pilot shall before engaging in any pilotage deposit as security with the Joint Administration the sum of 10,000 FNH or the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange.

14. Any person who contravenes any of the provisions of these rules shall be liable to a fine not exceeding 20,000 FNH or the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both such fine and imprisonment.

Article 2. - La présente Décision Conjointe sera enregistrée et publiée selon la procédure d'urgence au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 25 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

CONDOMINIUM DES NOUVELLES HEBRIDES DECISION CONJOINTE N° 48 de 1973

relative au taux de change officiel

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

VU - le Règlement Conjoint N° 6 de 1973
VU - la Décision Conjointe N° 31 de 1973,

DECIDENT :

Article 1. - En vue des paiements affectués par ou au profit de l'Administration Conjointe, le taux de change officiel est fixé comme suit à compter du 28 mai 1973 :

100 francs néo-hébridais = 1 dollar australien

Article 2. - La présente décision conjointe qui abroge la Décision Conjointe N° 31 de 1973 sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera selon la procédure d'urgence et prendra effet à compter du jour de sa publication au Journal Officiel du Condominium.

Port-Vila, le 28 mai 1973

Le Commissaire-Résident
de Sa Majesté Britannique
aux Nouvelles-Hébrides

Le Commissaire-Résident
de France
aux Nouvelles-Hébrides

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

PUBLICATION OFFICIELLE

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA
MAJESTE BRITANNIQUE AUX NOUVELLES HEBRIDES

En application de l'article 3-1) du Règlement Conjoint
N° 16 de 1970

publient par les présentes, pour prendre effet à la date de cette publication les désignations suivantes de ministres des cultes habilités à célébrer les mariages entre autochtones :

NOM Situation Actuelle

Wilfrid SINEGOGINA Viciare, Tavolavola, Aoba

15. If the master or agent of a ship evades or attempts to evade paying any pilotage fees due, such fees shall be double the amount which would normally have been payable and shall be paid in addition to any fine which may be imposed.

16. Any person who wrongfully represents himself to be a licensed pilot shall be liable to a fine not exceeding 20,000 FNH or the equivalent thereof in Australian dollars at the official rate of exchange or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both such fine and imprisonment.

17. These Joint Rules may be cited at the Joint Ports (Compulsory Pilotage) (Vila) Rules No 4 of 1973 and shall come into operation on the date of their publication in the Condominium Gazette.

MADE AT VILA this fifth day of May, 1973.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT DECISION N° 39 of 1973

The Resident Commissioners in exercise of the powers conferred by section 23 (1) (b) and (3) of Joint Regulation No 11 of 1962

HEREBY DECIDE

that the Vonogi Co-operative Society situated at Marino, North Maewo and registered on the 2nd September 1970 as Co-operative Society No 78, be and the same is hereby dissolved and that Peter Henry Phillips, British Co-operative Societies Officer for the Northern District be appointed liquidator of the said Society.

This Decision shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

DATED at VILA this twenty-fifth day of April 1973

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT DECISION N° 42 of 1973

Acting in pursuance of sections III. 1, III. 3 of Joint Standing Order No 3 of 1970, Her Britannic Majesty's Resident Commissioner and the Resident Commissioner for the French Republic in the New Hebrides.

Mark Mera	"	Lobaha, Aoba
Levi TARI	"	Lovuibaka, Aoba
Frank Bollen QEALAV	"	Morelava
Charles Noah DOMKEL	"	Merig
Barnabas WOKSEN	"	Ureparapara
Judah MOISEVEN	"	Hiw, Iles Torres

Fait à Port-Vila, le 01 mai 1973

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides	Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides
--	--

COLIN H. ALLAN

LANGLOIS

TRIBUNAL MIXTE DES NOUVELLES HEBRIDES

E X T R A I T

DECISION du Président du Tribunal Mixte en date du 12 avril 1973, nommant M. KALCHICHI RUBEN planton au Tribunal Mixte pour compter du 12 avril 1973, en remplacement de M. KALOSIN METAU, démissionnaire.

COMMUNIQUE AU PUBLIC

Il est porté à la connaissance du public par l'Administration Conjointe que certaines dispositions du Règlement Conjoint N° 10 de 1973 sur les patentes étant soumises à un réexamen, les droits correspondants pour l'année 1973 ne seront pas exigibles avant le 30 juin 1973.

Port-Vila, le 22 mai 1973

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides,	Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides,
---	---

COLIN H. ALLAN

R. LANGLOIS

DO HEREBY DECIDE

that Jack IMERYANG, a dresser of the Medical Department following the recommendations of the disciplinary Committee set up to enquire into this case, is dismissed.

This Joint Decision shall take effect from 8th February 1971.

DATED at VILA this fifth day of March 1973.

The Resident Commissioner for the French Republic	Her Britannic Majesty's Resident Commissioner
--	--

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT DECISION N° 43 of 1973

THE RESIDENT COMMISSIONERS in pursuance of Sections 2 and 3 and Schedule 1 of the Joint Censorship and Films Regulation No 16 of 1973, and having regard to Joint Decision No 36 of 1973 following the recommendation of the District Agents for the Northern District

HEREBY DECIDE

1. The following New Hebridean member for the Censorship Board for the Northern District is hereby appointed in the place of Mr. Martin Hirvid: -

M. Raymond BOULETARE

2. This Joint Decision shall take effect from the date of its publication in the Condominium Gazette.

ISSUED AT VILA, this twenty-fourth day of May 1973

The Resident Commissioner for the French Republic	Her Britannic Majesty's Resident Commissioner
--	--

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM JOINT DECISION N° 45 of 1973

Acting in exercise of the powers conferred by section of the Joint Vila Housing Authority Regulation No 23 1972, the Resident Commissioners

HEREBY DECIDE

that the following members of Advisory Council, nominated by the Council,

The Reverend Father C. Verlingue
Mr. W. Hamlyn-Harris
Mr. George KALKOA
DR. Makau Kalsakau

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM
JOINT DECISION N° 48 of 1973**

Acting in pursuance of the provisions of section 1 of the Joint Monetary Provisions Regulation No 6 of 1973, the Resident Commissioners

HEREBY DECIDE

that for the purpose of payments to or by the Joint Administration the official rate of exchange is fixed as follows with effect from 28th May 1973 -

100 New Hebridean Francs = 1 Australian dollar.

Joint Decision No 31 of 1973 is hereby repealed with effect from the said date.

2. This Decision shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

DATED at Vila this twenty-eighth day of May 1973.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

and the following persons

Mr. Carl Gorsuch
M. Rupert Cornette
Mr. Jack Kaltonga
Mr. Henry Taga

be and are hereby appointed as members of the Vila Housing Authority and shall hold office for three years from the coming into operation of this Decision.

This Decision shall come into operation on the date of its publication in the Condominium Gazette.

MADE at Vila this twenty-fifth day of May 1973.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM
JOINT DECISION N° 46 of 1973**

Acting in pursuance of paragraph 3 (a) of Article 2 of the Anglo-French Protocol of 1914 the Resident Commissioners

DO HEREBY DECIDE

that George BRISTOW to be appointed as British District Agent for the Southern District with effect from 7th April 1973.

MADE at Vila this twenty-eighth day of May 1973.

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

**NEW HEBRIDES CONDOMINIUM
JOINT DECISION N° 47 of 1973**

Acting in pursuance of Article 2.3. (A) (Second Paragraph) of the Anglo-French Protocol of 1914 the Resident Commissioners

DO HEREBY DECIDE

that GORDON CURTIS NORRIS be appointed as British District Agent for the Southern District with effect from 10th May 1973

DATED AT VILA twenty-eighth day of May 1973

The Resident Commissioner Her Britannic Majesty's
for the French Republic Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

PUBLIC NOTICE

The Resident Commissioners of the French Republic and Her Britannic Majesty, in accordance with Section 3 (1) of the Joint Regulation No 16 of 1970, hereby publish the following lists of Ministers of religion authorised to celebrate Marriages between New Hebrideans. These lists shall be effective from the date of publication.

1. CHURCH OF ENGLAND

WILFRED SINEGOGINA - Tavolavola - Aoba
Mark MERA - Lobaha - Aoba
LEVI TARI - Lovubaka - Aoba
FRANK BOLLEN QEALAV - Merelava
CHARLES NOAH DOMKEL - Meriq
BARNABAS WOKSEN - Ureparapara
JUDAH MOISEVEN - Hiw, Iles Torres.

MADE AT VILA this tenth day of May 1973

The Resident Commissioner for the French Republic Her Britannic Majesty's Resident Commissioner

LANGLOIS

COLIN H. ALLAN

JOINT COURT OF THE NEW HEBRIDES

EXTRACT

DECISION of the President of the Joint Court dated 12th April, 1973, appointing Mr. KALCHICHI RUBEN as an Orderly at the Joint Court with effect from 12th April, 1973, replacing Mr. KALOSIN METAU who has resigned.

PUBLIC NOTICE

It is hereby notified for public information by the Joint Administration that certain provisions of the Joint Business Licensing Regulation No. 10/73 are being reviewed and that payment of Business Licence fees for the year 1973 will not therefore be enforced before 30 June 1973.

French
Resident Commissioner

British
Resident Commissioner

R. LANGLOIS

C.H. ALLAN

22nd May 1973.

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM THE JOINT VILA HOUSING AUTHORITY

REGULATION NO. 23 OF 1973

(section 2)

NOTICE OF APPOINTMENT OF JOINT CHAIRMAN

IN EXERCISE of the powers conferred by section 2 of the Joint Vila Housing Authority Regulation No. 23 of 1973, I hereby appoint the Senior Assistant Secretary (Development), British Residency ex officio to be a Joint Chairman of the Vila Housing Authority.

DATED at Vila this 16th day of May, 1973.

British Resident Commissioner
COLIN H. ALLAN

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM EXCHANGE OF NOTES

AGREEMENT SUPPLEMENTING THE ANGLO-FRENCH PROTOCOL RESPECTING THE NEW HEBRIDES OF THE 6th AUGUST 1914.

IT IS HEREBY NOTIFIED pursuant to section 10A of the New Hebrides Order in Council 1922 that upon publication hereof the Protocol made the 6th day of August 1914 between the Government of His late Majesty King George the Fifth and the Government of the French Republic in the terms set forth in the Schedule to the New Hebrides Order in Council 1922 as interpreted in accordance with the agreement to that effect contained in the notes exchanged between the two Governments dated the 16th day of December 1922 and the 26th day of December 1922 respectively, and set out in the Schedule to the New Hebrides Order in Council 1923 and as modified, added to, or amended by any of the agreements set out in the Schedule to the New Hebrides Order in Council 1961, or in the Schedule to the New Hebrides Order in Council 1963 and by the provisions of section 4 of the New Hebrides Order in Council 1970, and as modified, added to or amended by the agreements constituted by the Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic dated at London the 2nd day of September 1970, the Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic dated at London the 10th day of February 1972, the Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic dated at London the 19th day of April 1972, the Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic dated at London the 21st day of July 1972 and

the Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic dated at London the 11th day of April 1973, shall have the force of law and shall be binding upon all such persons as are referred to in section 2 of the New Hebrides Order in Council 1922 subject to the agreement constituted by the Exchange of Notes between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic dated at London the 10th day of May 1973, that is to say : -

For the avoidance of doubt, and without prejudice to the generality of the powers conferred by Article 2, paragraph 2, and Article 7 of the Protocol, respecting the New Hebrides signed at London on 6th August 1914, the Government of the United Kingdom and the Government of the French Republic jointly and expressly approve the text of the Joint Control of Land Subdivision Regulation No. 15 of 1971 which was signed at Port Vila on 22nd July, 1971, by the French Resident Commissioner and the Acting British Resident Commissioner, each acting on behalf of his High Commissioner, and declare the Joint Regulation to be in full force and effect."

which agreement supplements the said Protocol of 1914 and which shall be deemed to have taken effect on 22nd July, 1971.

PUBLISHED AND EXHIBITED at the Public Office of the Resident Commissioner in the New Hebrides in pursuance of the directions of the High Commissioner given under section 10A of the New Hebrides Order in Council 1922, this 11th day of May, 1973.

COLIN H. ALLAN

Resident Commissioner
in the New Hebrides